

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 2519

[C — 2008/29360]

9 MAI 2008. — Décret modifiant le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement, centres d'information des jeunes et de leurs fédérations (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'intitulé du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement, centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, modifié par le décret du 3 mars 2004, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations ».

Art. 2. L'intitulé du Titre I^{er} du même décret est remplacé par l'intitulé suivant : « De l'agrément ».

Dans l'intitulé du Chapitre I^{er} de ce même titre, les mots « De la reconnaissance » sont remplacés par les mots « De l'agrément »

L'intitulé de la Section 1^{re} de ce même chapitre, est complété par les mots « de l'agrément ».

Art. 3. L'article 1^{er} du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour obtenir et conserver à durée indéterminée l'agrément comme maison de jeunes, centre de rencontres et d'hébergement ou centre d'information des jeunes, l'association doit respecter les conditions particulières énoncées à l'article 3, 4 ou 6 selon l'objet de sa demande et, sous réserve de l'application de l'article 5 ou 7, les conditions générales suivantes :

1° Etre constituée sous forme d'association sans but lucratif, conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, telle que modifiée;

2° Etre ouverte à tous les jeunes dans le respect des droits de l'homme;

3° Respecter et défendre, au même titre que toute personne exerçant une responsabilité en son sein, les principes contenus dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et la Convention internationale des Droits de l'Enfant;

4° Avoir pour objectif de favoriser le développement d'une citoyenneté critique, active et responsable, principalement chez les jeunes de 12 à 26 ans, par une prise de conscience et une connaissance des réalités de la société, des attitudes de responsabilité et de participation à la vie sociale, économique, culturelle et politique ainsi que la mise en œuvre et la promotion de pratiques socioculturelles et de création;

5° Utiliser les méthodes et les techniques les mieux adaptées aux besoins de son public potentiel et à la réalisation de l'objectif défini à l'alinéa 1^{er}, 4°, du présent article;

6° Ne pas être reconnue dans le cadre du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;

7° Exercer des activités correspondant à l'objectif défini à l'alinéa 1^{er}, 4°, du présent article, dans le cadre d'un plan d'action quadriennal répondant au minimum à un niveau dans l'un des dispositifs principaux visés par les articles 10 à 14;

8° Disposer d'une équipe d'animation;

9° Disposer d'une infrastructure adaptée à ses activités et soumise à sa gestion exclusive sur base soit de son droit de propriété, soit d'un contrat garantissant son droit légitime d'occupation des lieux pour la réalisation de ses objectifs et ce pour une durée minimum égale à la durée du plan d'action quadriennal visé aux articles 10 et suivants. En cas de déménagement ou de travaux, le Gouvernement peut accorder une dérogation au respect de cette condition;

10° Disposer d'une ligne téléphonique à son usage exclusif;

11° Souscrire une assurance en responsabilité civile pour toutes ses activités;

12° Tenir une comptabilité régulière et disposer d'un compte à son nom auprès d'un organisme de crédit;

13° Favoriser la formation continuée de l'ensemble de l'équipe d'animation et permettre chaque année à au moins un membre du personnel d'intégrer dans son temps de travail un minimum de cinq jours de formation;

14° Assurer la publicité des informations destinées à ses usagers et à ses membres, des conditions pour obtenir la qualité de membre, ainsi que des règles d'accès aux activités, programmes et équipements.

§ 2. L'agrément ne peut être accordé que dans la limite des crédits disponibles.

Les crédits disponibles sont ceux obtenus après imputation du montant total des subventions auxquelles peuvent prétendre les associations agréées.

§ 3. Si les crédits budgétaires sont insuffisants pour agréer plusieurs associations qui répondent aux conditions générales et particulières d'agrément, le Gouvernement agréé d'abord les associations qui répondent le plus favorablement aux critères de priorité, visés aux alinéas ci-après, qu'il a préalablement détaillés et classés sur avis conforme de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes.

Les critères de priorité portent sur les contextes démographique, géographique, socio-économique, socioculturel dans lesquels s'intègrent les demandes des associations.

L'année ou les années durant lesquelles l'association a vu sa demande d'agrément refusée à la suite de l'application des critères de priorité précités, constituent un critère de priorité devant être classé au moins parmi les trois premiers. »

Art. 4. L'article 2 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. L'association agréée transmet chaque année à l'Administration le rapport d'activités présenté à son assemblée générale. Par ailleurs, l'association est tenue d'informer l'Administration de toute modification de ses heures d'ouverture, de tout changement majeur intervenu dans le cadre de l'application du plan quadriennal déposé, et de communiquer régulièrement tout support d'information des activités exercées. »

Art. 5. Dans l'intitulé de la Section 2 du Chapitre I^{er} du Titre I^{er} du même décret, les mots « de reconnaissance de maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement, et centres d'information de jeunes » sont remplacés par les mots « d'agrément ».

Art. 6. Dans le même décret :

L'article 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Pour obtenir l'agrément comme maison de jeunes et le conserver, l'association doit respecter les conditions particulières suivantes :

1° Etre une association fondée sur l'accueil des jeunes, leur participation à la programmation et à la réalisation d'actions collectives et d'animations d'activités socioculturelles répondant aux besoins du milieu d'implantation, sous la responsabilité d'un animateur coordonnateur qualifié conformément à l'article 38;

2° Avoir un conseil d'administration composé, en permanence, d'au moins un tiers d'administrateurs âgés de moins de 26 ans;

3° Assurer un accueil libre répondant aux critères minimaux ci après :

a) L'horaire d'ouverture doit être établi en tenant compte des occupations scolaires ou professionnelles du public cible;

b) L'information sur les heures d'accueil doit être claire, lisible, visible à l'intérieur et à l'extérieur du local destiné à l'accueil;

c) L'accueil du public doit être encadré par un animateur ou une autre personne ayant une expérience dans la dynamique de l'accueil;

d) La durée cumulée des périodes de fermeture ne peut excéder 6 semaines par an. En cas de travaux d'aménagement importants, le Gouvernement peut autoriser l'extension de la période de fermeture à la réalisation de ces travaux;

e) Il ne peut y avoir d'obligation de participation à une activité déterminée;

4° Ne pas proposer de cotisation ou de paiement d'activité qui puisse constituer une entrave à la participation du jeune;

5° Assurer la participation active des jeunes à la gestion de l'association notamment par la mise en place de structures de consultation et de décision permettant aux usagers de collaborer à la conception, la réalisation, la gestion et l'évaluation des actions de la maison de jeunes;

6° Adopter un règlement d'ordre intérieur, après consultation préalable des usagers. A cette fin, un recueil des propositions est communiqué à l'assemblée générale;

7° Organiser chaque année une réunion consultative à laquelle participe, s'il le souhaite, tout jeune résidant dans sa zone d'action et des représentants d'associations qui y sont actives. Cette réunion a pour objectif d'assurer une ouverture de la maison de jeunes vers la population de sa zone d'action, telle que définie ci-après, et une information sur ses activités.

La zone d'action est la zone géographique autour du lieu d'implantation de l'infrastructure où l'association agréée exerce ses activités en vertu du présent décret. Elle correspond au minimum à une partie du territoire de la commune d'implantation (niveau « local ») et est définie par l'association dans son plan d'action quadriennal. La présente définition vaut pour toutes les dispositions du présent décret. »

Art. 7. Dans le même décret :

a) A l'article 4 les mots « Pour obtenir la reconnaissance comme centre de rencontres et d'hébergements et la conserver, l'association doit, outre les conditions définies aux articles 1^{er} et 2, respecter les conditions suivantes » sont remplacés par les mots « Pour obtenir l'agrément comme centre de rencontres et d'hébergement et le conserver, l'association doit respecter les conditions particulières suivantes »;

b) A l'article 5 les mots et chiffres « l'article 1^{er}, § 2, 2° et 7° » sont remplacés par les mots et chiffres « l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1° et 12° ».

Art. 8. Dans le même décret :

a) L'article 6 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Pour obtenir l'agrément comme centre d'information des jeunes et le conserver, l'association doit respecter les conditions particulières suivantes :

1° Etre une association de service qui vise l'appropriation, par les jeunes, de l'information et des outils d'information dans un souci de pluralisme, d'indépendance et d'exhaustivité;

2° Exercer deux fonctions consistant :

a) L'une, technique, à répondre aux questions immédiates;

b) L'autre, socioculturelle, à favoriser l'analyse et la prise de conscience, par les jeunes, des éléments sociaux, culturels, économiques, politiques de leur existence;

3° Assurer un service d'accueil de base dans ses locaux :

a) En libre accès, au moins 46 semaines par an;

b) Selon un horaire régulier établi en tenant compte des occupations scolaires ou professionnelles des jeunes;

c) Fourni gratuitement;

d) Dont l'organisation garantit :

— L'accès libre à une documentation classée par domaines et à l'Internet, pour de la recherche d'information. Si le jeune en fait la demande, cette recherche doit être accompagnée par un informateur;

— Une réponse immédiate ou une orientation, suite à des questions d'ordre général de la part du jeune, par un informateur;

— A la demande du jeune, un entretien confidentiel et personnalisé avec un informateur formé à cet effet. Lors de cet entretien, l'informateur veille à l'établissement d'une relation de conseil avec le jeune et à approcher globalement les projets ou le parcours individuel du jeune.

4° Les services payants éventuels doivent être repris dans une liste indiquant clairement et lisiblement leurs prix respectifs et affichée visiblement à l'intérieur et à l'extérieur des locaux destinés à l'accueil. Les prix pratiqués doivent être raisonnables et ne peuvent en aucun cas constituer une barrière à l'accès du jeune aux activités proposées. »

b) A l'article 7 les mots et chiffres « l'article 1^{er}, § 2, 2° et 7° » sont remplacés par les mots et chiffres « l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1° et 12° ».

Art. 9. Dans l'intitulé du Chapitre II du Titre 1^{er} du même décret, les mots « De la reconnaissance de fédération » sont remplacés par les mots « Des fédérations ».

Art. 10. A l'article 8 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er} :

a) La subdivision « § 1^{er} » est ajoutée devant la première phrase;

b) A la première phrase, les mots « la reconnaissance » sont remplacés par les mots « l'agrément », et les mots « la conserver » sont remplacés par les mots « le conserver »;

c) Au 1°, le mot « reconnues » est remplacé par le mot « agréées »;

d) Au 3°, a), le mot « reconnues » est remplacé par le mot « agréées »;

e) Au 3°, b) et c), le mot « reconnus » est remplacé par le mot « agréés »;

2° A l'alinéa 3, les mots « celle-ci ou » sont ajoutés avant les mots « celui-ci » et les mots et chiffres « au 1^{er} alinéa, 3° » sont remplacés par les mots et chiffres « à l'alinéa 1^{er}, 3°, du présent article ».

3° Un § 2 rédigé comme suit est ajouté :

« § 2. L'agrément ne peut être accordé que dans la limite des crédits disponibles. Les crédits disponibles sont ceux obtenus après l'imputation du montant total des subventions auxquelles peuvent prétendre les associations agréées. En cas d'insuffisance de crédits disponibles, l'article 1^{er}, § 3, est applicable. »

Art. 11. Dans l'intitulé du Chapitre III du Titre 1^{er} du même décret, les mots « de reconnaissance » sont remplacés par les mots « d'agrément ».

Art. 12. L'article 9 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Le Gouvernement arrête, après avis de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes :

1° Les modalités de la demande d'agrément et d'actualisation de cette demande, en ce compris les modalités relatives aux dispositifs principaux et particuliers prévus au titre II, chapitres 1^{er} et II du présent décret;

2° Les modalités d'un recours contre une décision de refus ou de retrait d'agrément, de descente de niveau ou de refus de montée de niveau dans un dispositif principal, de refus ou de cessation d'admission dans un dispositif particulier de suspension du droit à l'octroi de la subvention forfaitaire de fonctionnement visée à l'article 44, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, d);

3° La saisine de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes pour avis dans le cadre des recours;

4° La possibilité pour l'association d'être entendue lors des recours;

5° Les modalités selon lesquelles doivent intervenir les décisions d'octroi, de refus, de retrait d'agrément, les décisions de descente ou de montée de niveau dans un dispositif principal, les décisions d'admission ou de cessation d'admission dans un dispositif particulier. »

Art. 13. Dans le même décret, à l'intitulé du Titre II, les mots « De l'agrément du plan d'action des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centre d'information des jeunes » sont remplacés par les mots « Du classement des associations dans les dispositifs principaux « maisons de jeunes », « centre de rencontres et d'hébergement » et « centre d'information des jeunes » et de leur admission dans un dispositif particulier ».

L'intitulé du Chapitre 1^{er} du même titre est remplacé par les mots « Des dispositifs principaux ».

L'intitulé de la Section 1^{re} du même chapitre est remplacé par les mots « Du classement dans le dispositif principal « maison de jeunes » - du plan d'action quadriennal ».

Art. 14. L'article 10 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. § 1^{er}. Le classement dans le dispositif principal « maison de jeunes » est déterminé selon le nombre poursuivi :

a) D'activités socioculturelles (l'activité socioculturelle est une initiative ponctuelle ou régulière, éducative ou récréative réalisée dans une perspective d'expression et d'émancipation des individus);

b) D'actions collectives (l'action collective est une initiative réalisée en plusieurs étapes, élaborée et concrétisée en groupe);

c) D'heures d'accueil des jeunes;

d) D'activités socioculturelles avec la population locale.

Pour être classée, l'association établit et exécute un plan d'action quadriennal qui définit son environnement socioculturel et économique, les missions qu'elle entend remplir, ses objectifs prioritaires et les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser.

§ 2. Le Gouvernement classe l'association au niveau M.J.3 si son plan d'action est circonstancié et a pour objet la rencontre des critères quantitatifs minimaux suivants :

1° Mener en collaboration avec les jeunes dix activités socioculturelles par mois avec un minimum d'une activité par semaine;

2° Assurer l'accès des jeunes à l'accueil et aux différentes activités organisées par la maison de jeunes à concurrence d'au moins 800 heures par an, dont dix heures d'accueil minimum par semaine;

3° Organiser une action collective par an;

4° Organiser chaque année au moins une activité socioculturelle avec la population locale.

§ 3. Le Gouvernement classe l'association au niveau M.J.2 si son plan d'action est circonstancié et a pour objet la rencontre des critères quantitatifs minimaux suivants :

1° Mener en collaboration avec les jeunes dix-huit activités socioculturelles par mois avec un minimum de deux activités par semaine;

2° Assurer l'accès des jeunes à l'accueil et aux différentes activités organisées par la maison de jeunes à concurrence d'au moins 1 200 heures par an, dont quatorze heures d'accueil minimum par semaine;

3° Organiser deux actions collectives par an;

4° Organiser chaque année au moins deux activités socioculturelles avec la population locale.

§ 4. Le Gouvernement classe l'association au niveau M.J.1 si son plan d'action est circonstancié et a pour objet la rencontre des critères quantitatifs minimaux suivants :

1° Mener en collaboration avec les jeunes vingt-six activités socioculturelles par mois avec un minimum de trois activités par semaine;

2° Assurer l'accès des jeunes à l'accueil et aux différentes activités organisées par la maison de jeunes à concurrence d'au moins 1 600 heures par an, dont dix-huit heures d'accueil minimum par semaine;

3° Organiser trois actions collectives par an;

4° Organiser chaque année au moins trois activités socioculturelles avec la population locale. »

Art. 15. L'intitulé de la Section 2 du Chapitre I^{er} du Titre II du même décret est remplacé par l'intitulé « Du classement dans le dispositif principal « centre de rencontres et d'hébergement » - du plan d'action quadriennal ».

Art. 16. § 1^{er}. Dans le même décret l'article 11 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. § 1^{er}. Le classement dans le dispositif principal « centre de rencontres et d'hébergement » est déterminé selon le nombre et le type de locaux qu'il propose, la durée de ses périodes de fermeture, son taux d'occupation.

Pour être classée, l'association établit et exécute un plan d'action quadriennal qui définit son environnement socioculturel et économique et les missions qu'elle entend remplir, ses objectifs prioritaires et les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser. Ce plan définit la qualité de l'accueil, l'infrastructure, l'appui apporté par l'association à la réalisation des activités des groupes accueillis ainsi que le développement de l'insertion régionale.

§ 2. Le Gouvernement classe l'association au niveau C.R.H.3 si son plan d'action est circonstancié et a pour objet la rencontre des critères quantitatifs minimaux suivants :

1° Disposer d'un local d'activités distinct des salles d'accueil, de repas et d'hébergement;

2° Limiter ses périodes de fermeture annuelle à douze semaines par an;

3° Avoir un taux d'occupation de trente pour cent minimum, que ce soit en nuitées ou en journées d'activités, calculé sur la base de 281 jours par an et de 100 lits maximum.

§ 3. Le Gouvernement classe l'association au niveau C.R.H.2 si son plan d'action est circonstancié et a pour objet la rencontre des critères quantitatifs minimaux suivants :

1° Disposer de 2 locaux d'activités distincts des salles d'accueil, de repas et d'hébergement;

2° Limiter ses périodes de fermeture annuelle à 9 semaines par an;

3° Avoir un taux d'occupation de trente-cinq pour cent minimum, que ce soit en nuitées ou en journées d'activités, calculé sur la base de 302 jours par an et de 100 lits maximum.

§ 4. Le Gouvernement classe l'association au niveau C.R.H.1 si son plan d'action est circonstancié et a pour objet la rencontre des critères quantitatifs minimaux suivants :

1° Disposer de trois locaux d'activités distincts des salles d'accueil, de repas et d'hébergement;

2° Limiter ses périodes de fermeture annuelle à six semaines par an;

3° Avoir un taux d'occupation de quarante pour cent minimum, que ce soit en nuitées ou en journées d'activités, calculé sur la base de 323 jours par an et de 100 lits maximum.

§ 5. Pour l'établissement des taux visés aux § 2, 3°, § 3, 3°, § 4, 3°, du présent article, une journée précédée ou suivie d'une nuit compte pour une unité de même qu'une nuit seule ou une journée seule. »

Art. 17. Dans le même décret :

a) A l'article 12, les mots et chiffres « à l'article 11, 3^e alinéa, 3°, 4^e alinéa, 3° et 5^e alinéa, 3° » sont remplacés par les mots et chiffres « à l'article 11, § 2, 3°, § 3, 3° et § 4, 3° ».

b) A l'article 13, les mots « ou l'organisation permanente, reconnue dans le cadre du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socioculturelle des travailleurs, à laquelle il est affilié » sont remplacés par les mots « ou à l'organisation d'éducation permanente, reconnue dans le cadre du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente, à laquelle il est affilié ».

Art. 18. L'intitulé de la Section 3 du Chapitre I^{er} du Titre II du même décret est remplacé par l'intitulé suivant « Du classement dans le dispositif principal « centre d'information des jeunes » - du plan d'action quadriennal ».

Art. 19. L'article 14 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. § 1^{er}. Le classement dans le dispositif principal « centre d'information des jeunes » est déterminé selon la durée de l'accueil poursuivie et le nombre de domaines d'information développé et mis à jour.

Pour être classée, l'association établit et exécute un plan d'action quadriennal qui définit son environnement socioculturel et économique, les missions qu'elle entend remplir, ses objectifs prioritaires et les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser. Ce plan définit les modes de développement, de mise à jour et de diffusion de l'information.

Le Gouvernement arrête la liste des domaines d'information que le centre d'information doit développer et mettre à jour, après proposition de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes formulée sur avis de la Sous-commission pour l'information des jeunes.

§ 2. Le Gouvernement classe l'association au niveau C.I.J.3 si son plan d'action est circonstancié et a pour objet la rencontre des critères quantitatifs minimaux suivants :

- 1° Développer et assurer la mise à jour de données dans 5 domaines d'information;
- 2° Assurer l'accueil des jeunes pendant au moins 15 heures par semaine répartis sur 3 jours au moins.

§ 3. Le Gouvernement classe l'association au niveau C.I.J.2 si son plan d'action est circonstancié et a pour objet la rencontre des critères quantitatifs minimaux suivants :

- 1° Développer et assurer la mise à jour de données dans 6 domaines d'information;
- 2° Assurer l'accueil des jeunes pendant au moins 20 heures par semaine répartis sur 4 jours au moins.

§ 4. Le Gouvernement classe l'association au niveau C.I.J.1 si son plan d'action est circonstancié et a pour objet la rencontre des critères quantitatifs minimaux suivants :

- 1° Développer et assurer la mise à jour de données dans 7 domaines d'information;
- 2° Assurer l'accueil des jeunes pendant au moins 25 heures par semaine répartis sur 5 jours au moins. »

Art. 20. Dans le même décret, l'article 15 est modifié comme suit :

- a) La subdivision « § 3 » est ajoutée devant l'alinéa 1^{er};
- b) A l'alinéa 1^{er} remplacer « § 2, 3° » par « § 1^{er}, 8° »;
- c) A l'alinéa 2, les mots « Le plan d'action d'une association » sont remplacés par les mots « L'association » et le mot « agréé » est remplacé par le mot « classée »;
- d) Un § 1^{er} rédigé comme suit est ajouté :

« § 1^{er}. Les associations sont classées de plein droit dans le niveau le plus bas relatif à leur dispositif principal, pour autant qu'elles répondent aux conditions y attachées. Une montée de niveau ne peut intervenir que dans la limite des crédits disponibles, seulement une fois pendant les quatre années couvertes par le plan d'action et uniquement dans le niveau immédiatement supérieur. En cas d'insuffisance des crédits disponibles, l'article 1^{er}, § 3, est applicable *mutatis mutandis*. ».

- e) Un § 2 rédigé comme suit est ajouté :

« § 2. Le classement dans un dispositif principal vaut pour une durée indéterminée. Pour conserver son niveau de classement, la maison de jeunes, le centre de rencontres et d'hébergement, le centre d'information des jeunes doivent respecter les critères quantitatifs et les aspects qualitatifs de leur plan d'action.

Le Gouvernement évalue régulièrement le plan d'action (au moins une fois tous les quatre ans à l'échéance du plan d'action) avec une grille d'évaluation qu'il arrête, après avis de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes, en fonction des critères quantitatifs fixés aux articles 10 à 14 et de la qualité des activités et missions poursuivies. La qualité des activités et missions poursuivies est déterminée en fonction des règles et définitions prévues aux articles 1^{er}, § 1^{er}, 4° et 5°, aux articles 10 à 14, et de l'accomplissement des objectifs prioritaires définis dans le plan d'action. ».

- f) Un § 4 rédigé comme suit est ajouté :

« § 4. Une dérogation peut être accordée par le Gouvernement quant au volume d'heures d'accueil durant une période déterminée n'excédant pas dix mois, afin de permettre à l'association agréée de faire face à des situations exceptionnelles qui rendent impossible la tenue de l'accueil.

Le Gouvernement communique à la Commission consultative des maisons et centres de jeunes la liste des associations bénéficiant de la dérogation et les raisons de cette dérogation. ».

Art. 21. Dans le même décret :

1° Entre le Chapitre II du Titre II et l'article 16 est insérée une section 1^{re} intitulée comme suit « Des conditions d'admission dans un dispositif particulier »;

2° A l'article 16 les modifications suivantes sont apportées :

- a) Les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Est admise dans le dispositif particulier « politique socioculturelle d'égalité des chances », la maison de jeunes qui, dans le cadre de son plan d'action, établit et exécute, suivant les conditions énumérées ci-après, une programmation d'actions spécifiques à l'attention des jeunes dont les conditions sociales, économiques ou culturelles sont les moins favorables.

Les actions spécifiques sont définies suivant le paragraphe 2 du présent article et basées sur une approche pédagogique adaptée tenant compte des réalités sociales, économiques et culturelles de la zone d'action de la maison de jeune et de son public potentiel. »;

b) L'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante : « § 2. Sur proposition de la Commission Consultative des Maisons et Centres de jeunes formulée après consultation de la sous-commission de la politique culturelle d'égalité des chances visée aux articles 40 et 41, le Gouvernement arrête le détail des éléments devant être contenus dans la programmation et caractérise les problématiques sociales et le contexte socio-économique et culturel défavorisé des jeunes ciblés par le dispositif particulier »;

- c) A l'alinéa 4 le mot « notamment » est supprimé;

- d) A l'alinéa 5 le terme « notamment » est supprimé.

Art. 22. L'article 17 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. § 1^{er}. Est admis dans le dispositif particulier « coopération et décentralisation pour l'information des jeunes » le centre d'information des jeunes qui, dans le cadre de son plan d'action, établit et exécute, suivant les conditions énumérées ci-après, une programmation de coopération avec des partenaires associatifs et le cas échéant, des partenaires publics ou parapublics implantés dans sa zone d'action, en vue de décentraliser ses actions et services et de concevoir avec ces partenaires des méthodes et des actions pour faciliter l'accès et l'appropriation de l'information par les jeunes.

§ 2. La programmation doit avoir pour objet des activités récurrentes d'information des jeunes étalées sur la durée du plan quadriennal et doit viser à toucher le plus grand nombre de jeunes de la zone d'action du Centre d'information.

Il définit les objectifs prioritaires que se donne le centre d'information et les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser.

§ 3. Le Centre d'information des jeunes doit coopérer obligatoirement avec au moins deux partenaires et prioritairement des associations agréées soit en tant que maison de jeunes, soit en tant que centre de rencontres et d'hébergement. Le Centre d'information des jeunes devra préciser, dans le cadre de sa demande de dispositif particulier, les démarches qu'il a entreprises auprès des associations agréées soit en tant que Maison de jeunes, soit en tant que centre de rencontres et d'hébergement, dans sa zone d'action.

§ 4. La coopération doit être encadrée par des conventions de coopération définissant les rôles et les tâches de chaque partenaire et le cas échéant, les moyens financiers apportés par certains partenaires. Elle doit se concrétiser par des actions et des collaborations concrètes.

Le Centre d'information est le coordonnateur de la coopération.

§ 5. Le Centre d'information doit communiquer gratuitement aux partenaires associatifs, agréés en tant que Maison de jeunes ou en tant que Centre de rencontre et d'hébergement, les supports d'information dans les domaines d'information visés à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 3, sauf s'ils bénéficient d'une subvention d'une autorité autre que la Communauté française pour en couvrir le coût.

§ 6. Le Gouvernement arrête le détail des éléments devant être contenus dans la programmation, après proposition de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes formulée sur avis de la sous-commission de concertation sur l'information des jeunes. ».

Art. 23. Dans le même décret l'article 18 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. § 1^{er}. Est admis dans le dispositif particulier « décentralisation », la maison de jeunes ou le centre de rencontres et d'hébergement qui, dans le cadre de son plan d'action, établit et exécute, suivant les conditions énumérées ci-après, une programmation d'actions ou de services visant des jeunes ou des groupes de jeunes dont l'accès à ses activités est entravé soit par des contraintes géographiques, soit par les éléments culturels ou sociologiques liés au milieu d'implantation.

La programmation porte au moins sur la problématique de la résidence des jeunes visés dans des quartiers ou parties de communes différents du lieu où est implanté la maison de jeunes ou le centre de rencontres et d'hébergement.

Il définit les objectifs prioritaires que la maison de jeunes ou le centre de rencontres se donne et les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser.

§ 2. Le Gouvernement arrête le détail des éléments devant être contenus dans la programmation et les caractéristiques des jeunes visés, sur proposition de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes. »

Art. 24. Dans le même décret, l'article 18bis est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18bis. § 1^{er}. Est admis dans le dispositif particulier « aide permanente à l'expression et à la création des jeunes », la maison de jeunes ou le centre de rencontres et d'hébergement qui, dans le cadre de son plan d'action, établit et exécute, suivant les conditions énumérées ci-après, une programmation d'actions visant à soutenir et développer les capacités d'expression et de création des jeunes par l'utilisation d'un ou plusieurs modes de communication ou d'expression physiques, artistiques et socioculturelles. La programmation doit concerner des actions d'initiation et de perfectionnement et intégrer des aides à la production de réalisations et de diffusion de celles-ci à l'extérieur du centre.

Les actions visées à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe :

1° Doivent favoriser la progression des jeunes par rapport aux techniques choisies, leur mise en réseau avec d'autres jeunes, leur mise en contact avec des réseaux externes afin de valoriser et diffuser leurs réalisations;

2° Ne peuvent se limiter aux activités accomplies habituellement par le centre conformément au présent décret;

3° Doivent être ouvertes au public du centre et à un public externe, soit en provenance de leur zone d'action, soit de la région où est implanté le centre, soit de la Communauté française.

§ 2. Le Gouvernement arrête le détail des éléments devant être contenus dans la programmation, sur proposition de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes. »

Art. 25. Dans le même décret :

a) Entre les articles 18bis et 19, sont insérés les mots « Section 2. — Dispositions communes »;

b) Entre l'article 19 et l'article 20, le Chapitre III est abrogé.

Art. 26. Dans le même décret, l'article 19 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. Durant l'exécution d'un plan d'action quadriennal, une maison de jeunes, un centre de rencontres et d'hébergement, un centre d'information ne peuvent être admis que dans un seul dispositif visé aux articles 16 à 18bis et ne peuvent prétendre au bénéfice que d'une seule subvention visée à l'article 44, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°. »

Art. 27. Dans le même décret, l'article 20 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. § 1^{er}. Seules peuvent être admises dans un dispositif particulier les associations ayant déjà été agréées durant les quatre années précédant la date d'introduction de la demande d'admission.

Une admission dans un dispositif particulier ne peut intervenir que dans la limite des crédits disponibles. En cas d'insuffisance des crédits disponibles, l'article 1^{er}, § 3, est applicable *mutatis mutandis*.

§ 2. L'admission dans l'un des dispositifs particuliers vaut pour une durée indéterminée.

Pour conserver son admission dans un dispositif particulier, la maison de jeunes, le centre de rencontres et d'hébergement, le centre d'information des jeunes doivent respecter les conditions prévues aux articles 16 à 18*bis* et les aspects qualitatifs de la programmation visée à ces mêmes articles.

Pour l'évaluation des aspects qualitatifs de la programmation, le Gouvernement arrête, après avis de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes, des grilles d'évaluation comprenant des critères d'évaluation. Ces critères portent :

a) Pour la programmation relative au dispositif « politique socioculturelle d'égalité des chances », sur l'analyse du milieu d'implantation, la méthodologie de travail et les pédagogies actives mises en œuvre, les actions spécifiques et des objectifs prioritaires mis en œuvre, l'intégration des axes de travail du programme dans le plan d'action;

b) Pour la programmation relative au dispositif « coopération et décentralisation pour l'information des jeunes », sur la réalisation des objectifs prioritaires, des actions spécifiques d'animation ou de service développées, les synergies et les coopérations développées avec les partenaires, les articulations entre les actions du programme et l'action du centre, les nouveaux publics touchés grâce à la programmation;

c) Pour la programmation relative au dispositif « décentralisation », sur la réalisation des objectifs prioritaires, des actions spécifiques d'animation et de service développées, des collaborations ou partenariats envisagés, les articulations entre les actions du programme et l'action du centre;

d) Pour la programmation relative au dispositif « aide permanente à l'expression et à la création », sur le caractère permanent de l'action spécifique mise en œuvre, la rencontre des enjeux en matière de communication ou d'expression, les méthodes pédagogiques, les collaborations, l'historique des actions spécifiques menées dans ce cadre. ».

Art. 28. A l'article 21 du même décret, à l'alinéa 2 :

1° Les mots « Sans préjudice des autres dispositions du présent décret » sont ajoutés devant les mots « la Commission a pour missions »;

2° Les numéros 1°, 2° sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 1° De donner des avis :

a) Sur les demandes d'agrément, les demandes d'admission dans un dispositif particulier, les demandes de changement de niveau dans un dispositif principal, le profil de qualification d'animateur coordonnateur;

b) Dans le cadre des recours organisés sur base du présent décret;

c) Dans le cadre de la procédure de suspension du droit à la subvention, de retrait d'agrément, de descente de niveau dans un dispositif principal, d'exclusion d'un dispositif particulier;

d) Sur les demandes de subventions facultatives que le Gouvernement peut octroyer, dans la limite des crédits disponibles, aux associations agréées en application du présent décret. Cette subvention facultative est accordée pour une action qui se déroule au niveau local;

e) Sur les demandes de subventions facultatives que le Gouvernement peut octroyer, dans la limite des crédits disponibles, aux associations dont le projet est assimilable à celui d'une maison ou d'un centre de jeune établi dans leur zone d'action. Cette subvention facultative est accordée pour une action qui se déroule au niveau local.

2° De formuler des avis ou propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur :

a) La planification annuelle ou pluriannuelle :

— D'octroi des agréments, sur base des critères de priorité prévus à l'article 1^{er}, § 3;

— Des admissions dans un dispositif particulier;

— D'octroi des différentes subventions visées aux articles 44, 46 et 47;

b) Les dérogations accordées dans le cadre de l'article 15, § 4;

c) La promotion des associations agréées. »

3° A l'alinéa 2, le 6° est supprimé.

Art. 29. Dans le même décret, à l'article 22, alinéa 1^{er}, 1°, c), d) et e) les mots « reconnue », « reconnues » et « reconnus » sont respectivement remplacés par les mots « agréée », « agréées » et « agréés ».

Dans le même décret, à l'article 22, alinéa 1^{er}, 1°, f), remplacer les mots « Députation permanente » par les mots « Collège provincial ».

Art. 30. A l'article 25 du même décret, alinéa 3, le chiffre « 20 » est supprimé.

Art. 31. A l'article 31 du même décret, § 1^{er}, 4°, les mots « ou le non renouvellement de reconnaissance » est remplacé par les mots « de l'agrément ».

Art. 32. A l'article 38 du même décret :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « Dans un délai d'un an à dater de l'agrément du plan d'action de l'association ou dans les 12 mois qui suivent l'engagement ou la désignation de l'animateur coordonnateur, si celui-ci intervient après l'agrément du plan d'action de l'association » sont remplacés par les mots « Dans un délai de 18 mois à dater de l'agrément de l'association ou de l'engagement ou de la désignation de l'animateur coordonnateur si celui-ci intervient après l'agrément de l'association, »;

2° A l'alinéa 2, les mots « de son plan d'action » sont supprimés;

3° L'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante : « Si une décision de non qualification de l'animateur intervient sans octroi d'un délai en application de l'article 37, alinéa 3, 3°, l'association pourvoit à son remplacement endéans les 6 mois. Si l'animateur concerné est licencié et que la durée de son préavis est supérieure à 6 mois, le remplacement a lieu au plus tard un mois après la fin du préavis. A défaut de remplacement dans les délais prescrits, une procédure de retrait d'agrément est entreprise. ».

Art. 33. Dans le même décret, à l'article 39, alinéa 1^{er}, 1°, le mot « reconnue » est remplacé par le mot « agréée ».

Art. 34. Dans le même décret, à l'article 41, alinéa 1^{er}, 1°, les mots « reconnue » et « reconnues » sont respectivement remplacés par les mots « agréée » et « agréées ».

Art. 35. Dans le même décret, à l'article 43, alinéa 1^{er}, 2°, a) et b), les mots « reconnu », « reconnue » et « reconnus » sont respectivement remplacés par les mots « agréé », « agréée » et « agréés ».

Art. 36. Dans le même décret, après l'article 43, sont insérés :

1° un Chapitre III intitulé « Du Comité d'orientation et de sélection pour la production, la diffusion et la qualité de l'information à destination des jeunes »;

2° un article 43bis rédigé comme suit :

« Art. 43bis. § 1^{er}. Un Comité d'orientation et de sélection pour la production, la diffusion et la qualité de l'information à destination des jeunes est créé.

§ 2. Celui-ci a pour missions de :

a) proposer au Gouvernement les priorités générales en matière d'information des jeunes sur base des propositions de la Commission consultative des Maisons et Centres de jeunes; après consultation de la Sous-commission pour l'information des jeunes;

b) soumettre au Gouvernement, afin qu'il les arrête; les critères de sélection des projets dans le cadre de la production, la diffusion et la qualité de l'information, tenant compte des priorités générales visées au point a), ainsi que les modalités d'introduction et de sélection des projets.

c) sélectionner et soumettre tous les ans au Gouvernement les projets à subventionner, comme défini à l'article 44, § 1^{er}, 3°.

§ 3. Le Comité est composé de quinze membres avec voix délibérative désignés par le Gouvernement pour un terme de quatre ans renouvelable et répartis comme suit :

a) cinq sont experts en matière de jeunesse et d'information, désignés sur proposition de la Commission consultative des Maisons et Centres de jeunes. Ces experts ne peuvent pas être issus d'un Centre d'information des jeunes, ni d'une fédération de Centres d'information, mais devront avoir une expertise en matière d'information et de gestion des procédures;

b) cinq délégués du Ministère de la Communauté française;

c) cinq experts en matière de jeunesse et d'information issus des Centres d'information des jeunes agréés et/ou de leurs fédérations et proposés par la Commission consultative des Maisons et Centres de jeunes sur avis de la sous-commission de concertation sur l'information des jeunes.

§ 4. Le Comité adresse chaque année un rapport d'activités au Gouvernement, à la Commission Consultation des Maisons et Centres de jeunes et à la sous-commission de concertation sur l'information des jeunes.

La direction des travaux du comité et le secrétariat sont assurés par les délégués du Ministère de la Communauté française.

Sans préjudice des dispositions du présent article, les articles 24, 25, 26, 31, 33 et 35 sont applicables *mutatis mutandis* au Comité.

Art. 37. Dans l'article 44 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 1^{er} :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « dont le plan d'action est agréé » sont remplacés par le mot « agréée »;

2° A l'alinéa 1^{er}, 1°, a), les mots « quel que soit le niveau dans lequel le plan d'action quadriennal est agréé » sont remplacés par les mots « quel que soit son niveau dans un dispositif principal »;

3° A l'alinéa 1^{er}, 1°, c) remplacer « § 2, 3° » par « § 1, 8° »;

4° A l'alinéa 1^{er}, 1°, d), tirets 1 à 3, les mots « le plan d'action général est agréé » sont remplacés par les mots « l'association est classée »;

5° A l'alinéa 1^{er}, 1°, e), les mots « portant sur la rétribution qu'elle supporte en faveur des personnels complémentaires techniques, administratifs et culturels » sont remplacés par les mots « complémentaire de fonctionnement, proportionnelle au volume de personnel complémentaire (techniques, administratifs et culturels) qu'elle rémunère, à l'exclusion du personnel déjà pris en compte pour le subventionnement de l'association dans le cadre du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse »;

6° A l'alinéa 1^{er}, 1°, le littéra f), est remplacé par la disposition suivante : « f) le cas échéant, d'une intervention équivalente à un minimum de 10 points pour la rétribution d'un animateur supplémentaire. Cette intervention ne vise la rétribution que d'un seul animateur supplémentaire et uniquement les associations qui ne disposent que d'un équivalent temps-plein rémunéré ou mis à disposition et exerçant une fonction d'animation, hormis le dispositif particulier; »;

7° A l'alinéa 1^{er}, le numéro 2° est remplacé par la disposition suivante : « 2° une deuxième partie, si elle est admise dans l'un des dispositifs particuliers, qui se compose :

a) D'une intervention dans les frais de personnel équivalente à un minimum de 5 points si l'association engage un travailleur mi-temps chargé spécialement de la mise en œuvre du dispositif particulier;

b) D'un forfait de fonctionnement dont le Gouvernement détermine les montants; »;

8° A l'alinéa 1^{er}, le numéro 3°, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° Le cas échéant, une troisième partie qui se compose de subventions forfaitaires pour des projets sélectionnés conformément à l'article 43bis, § 2, c.

Chaque projet de production est renouvelable et peut être financé par une ou plusieurs subventions forfaitaires.

Le Gouvernement détermine les montants et les modalités de ces subventions, après proposition de la Commission consultative des Centres de jeunes formulée sur avis de la sous-commission d'information des jeunes »;

b) Au paragraphe 2 remplacer les mots et les chiffres « de l'article 44, 1° » par les mots et les chiffres « du § 1, 1° du présent article »;

c) Un paragraphe 3 rédigé comme suit est ajouté : « § 3. Les emplois visés au présent article, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, a) et b) peuvent être scindés temporairement en deux emplois mi-temps, lorsqu'il s'agit de respecter la convention collective de travail n° 77 du 14 février 2001 instaurant un système de crédit temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, modifiée par la convention collective de travail n° 77ter du 10 juillet 2002.

Le forfait de qualification reste acquis entièrement si l'animateur coordonnateur preste à mi-temps. Dans ce cas, l'article 38 n'est pas applicable à la personne qui remplace temporairement à mi-temps le coordonnateur. »

Art. 38. L'article 45 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 45. § 1^{er}. Les montants fixés à l'article 44, § 1^{er}, 1^o, b), c), d), e), adaptés le cas échéant selon l'article 66bis, sont indexés annuellement en multipliant la valeur du forfait par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) du mois de janvier de l'année en cours, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) du mois de janvier de l'année précédente.

Toutefois cette indexation ne peut être supérieure à l'indexation du budget général des dépenses primaires de la Communauté française. Le budget général des dépenses primaires vise les dépenses hors charge de la dette.

§ 2. La valeur du point emploi est indexée conformément à l'article 9, § 1^{er}, du décret du 17 décembre 2003, relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses. »

Art. 39. A l'article 46 du même décret, alinéa 1^{er}, première phrase, les mots « reconnue et dont le plan d'action est agréé » sont remplacés par le mot « agréée ».

Au même article, alinéa 4, le mot « budgétaires » est inséré entre les mots « crédits » et « disponibles ».

Art. 40. A l'article 47 du même décret, première phrase, le mot « reconnue » est remplacé par le mot « agréée ».

Au même article, seconde phrase, les mots « de reconnaissance » sont remplacés par les mots « d'agrément ».

Art. 41. L'article 48 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 48. A dater du 1^{er} janvier de chaque année et pour autant que le budget général des dépenses de la Communauté française ait été préalablement voté, le Gouvernement liquide en une seule tranche, pour le 31 mars au plus tard, les subventions ordinaires visées aux articles 44, § 1^{er}, 1^o, b), c), d) et e), 2^o, b) et 47.

Pour les subventions ordinaires visées à l'article 44, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, a), f), g), et 2^o, a), le Gouvernement liquide la subvention en deux tranches. Une première tranche équivalente à 85 % de la subvention ordinaire est liquidée pour le 31 mars au plus tard. La seconde tranche, soit 15 % de la subvention ordinaire est liquidée au plus tôt le 1^{er} avril et au plus tard dans les trois mois après la remise par l'association du relevé de ses charges salariales de l'année précédente qui ont fait l'objet d'une subvention ordinaire. »

Art. 42. A l'article 49 du même décret, à l'alinéa 3, les mots « aux articles 44, 1^o, b), c) et d), 2^o, b), et 47 » sont remplacés par les mots « aux articles 44, § 1^{er}, 1^o, b), c), d), et e), 2^o, b), et 47 ».

Au même article, à l'alinéa 4, les mots « article 44, 1^o, a), e) et f), et 2^o, a) » sont remplacés par les mots « article 44, § 1^{er}, 1^o, a), f), g) et 2^o, a) ».

Art. 43. L'article 51 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 51. Le Gouvernement procède au retrait de l'agrément lorsqu'il constate qu'une ou plusieurs conditions d'agrément ne sont pas respectées.

Préalablement à la procédure de retrait et suivant les modalités qu'il arrête après avis de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes, le Gouvernement peut suspendre le droit à l'octroi de la subvention forfaitaire de fonctionnement visée à l'article 44, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, d), pour une durée maximale d'un an non renouvelable. Au terme de cette durée, la procédure de retrait d'agrément est engagée si les conditions d'agrément ne sont toujours pas respectées. »

Art. 44. L'article 52 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 52. § 1^{er}. L'association, dont l'agrément est retiré ou dont l'admission dans un dispositif particulier cesse, bénéficie des subventions ordinaires prévues à l'article 44 *prorata temporis* pour la période allant du 1^{er} janvier de cette année à la date d'effet du retrait de l'agrément ».

Le Gouvernement octroie également, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, une subvention exceptionnelle calculée sur base de l'article 44 et couvrant une période de six mois prenant court à la date d'effet du retrait de l'agrément ou de la cessation d'admission dans un dispositif particulier. Cette subvention exceptionnelle couvre les charges de fonctionnement et de personnel. Cette subvention exceptionnelle se justifie conformément aux articles 49 et 50.

§ 2. En cas de mise en liquidation d'une association agréée, les subventions sont dues à cette association conformément au § 1^{er}, pour autant que l'association ait nommé un liquidateur qui s'engage à ce que les subventions versées soient exclusivement utilisées pour la couverture de charges éligibles suivant le présent décret. »

Art. 45. A l'article 53 du même décret, les mots « reconnues et les associations ayant introduit une demande qui n'a pas encore été traitée » sont remplacés par le mot « agréées ».

Art. 46. Dans le même décret, l'intitulé de la Section 1^{re} du Chapitre II du Titre VI est remplacé par l'intitulé suivant : « Des agréments et changements de classement dans les dispositifs principaux ».

Art. 47. A l'article 55 du même décret, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, a), les mots « quel que soit le niveau dans lequel le plan d'action quadriennal est agréé » sont remplacés par les mots « quel que soit son niveau dans un dispositif principal ».

Art. 48. § 1^{er}. A l'article 66bis, alinéa 1^{er}, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o La première phrase est remplacée par la phrase suivante : « Les subventions annuelles prévues sont, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, abstraction faite de l'indexation prévue à l'article 45, au moins de : »;

2^o Au 4^o, 8^e tiret, les mots et les chiffres « 113 points minimum consacrée au cofinancement des emplois complémentaires des centres » sont remplacés par les mots « forfaits minimum. La valeur du forfait est fixée à 2.541 euros. Les interventions peuvent entraîner l'attribution de fractions de forfaits »;

3^o Le 4^o, 9^e tiret est remplacé par : « pour l'application de l'article 44, 1^o, f) et g) une intervention équivalente à 100 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 10 travailleurs temps plein complémentaires subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1^o, a) »;

4^o Le 4^o, 10^e tiret est remplacé par : « pour l'application de l'article 44, 2^o, a) une intervention équivalente à 170 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 34 travailleurs mi-temps complémentaires, subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1^o, a), dont un minimum de 145 points pour 29 travailleurs mi-temps chargé de la mise en œuvre de la programmation, visée aux articles 16, 18 et 18bis et 25 points pour 5 travailleurs mi-temps chargé de la mise en œuvre de la programmation visée à l'article 17. »;

5° Au 4°, 11° tiret, le nombre « 30 » est remplacé par le chiffre « 6 », et les mots « encourageant au plus 30 expériences » sont remplacés par les mots « pour 6 projets de production au plus »;

6° Au 4°, entre les 10° et 11° tiret, un nouveau tiret rédigé comme suit est ajouté : « - pour l'application de l'article 44, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, b), un forfait de fonctionnement d'au moins 905 euros pour 33 dispositifs pour les centres admis dans l'un des dispositifs particuliers visés aux articles 16, 18 et 18bis et un forfait d'au moins 5.000 euros pour 6 dispositifs pour les centres d'information admis dans le dispositif particulier visé à l'article 17. »;

7° Au 5°, 8° tiret, les mots et les chiffres « 155 points minimum consacrée au cofinancement des emplois complémentaires des centres » sont remplacés par les mots « forfaits minimum. La valeur du forfait est fixée à 2.541 euros. Les interventions peuvent entraîner l'attribution de fractions de forfaits »;

8° Le 5°, 9° tiret est remplacé par : « pour l'application de l'article 44, 1°, f) et g) une intervention équivalente à 130 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 13 travailleurs temps plein complémentaires subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, a) »;

9° Le 5°, 10° tiret est remplacé par : « pour l'application de l'article 44, 2°, a) une intervention équivalente à 235 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 47 travailleurs mi-temps complémentaires, subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, a), dont un minimum de 190 points pour 38 travailleurs mi-temps chargés de la mise en œuvre de la programmation, visée aux articles 16, 18 et 18bis et 45 points pour 9 travailleurs mi-temps chargés de la mise en œuvre de la programmation visée à l'article 17. »;

10° Au 5°, 11° tiret, le nombre « 80 » est remplacé par le nombre « 19 », et les mots « encourageant au plus 80 expériences » sont remplacés par les mots « pour 19 projets de production au plus »;

11° Au 5°, entre les 10° et 11° tiret, un nouveau tiret rédigé comme suit est ajouté :

« - pour l'application de l'article 44, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, b), un forfait de fonctionnement d'au moins 2.200 euros pour 42 dispositifs pour les centres admis dans l'un des dispositifs particuliers visés aux articles 16, 18 et 18bis et un forfait d'au moins 6.000 euros pour 10 dispositifs pour les centres d'information admis dans le dispositif particulier visé à l'article 17. »;

12° Au 6°, 8° tiret, les mots et les chiffres « 165 points minimum consacrée au cofinancement des emplois complémentaires des centres » sont remplacés par les mots « forfaits minimum. La valeur du forfait est fixée à 2.541 euros. Les interventions peuvent entraîner l'attribution de fractions de forfaits »;

13° Le 6°, 9° tiret est remplacé par : « pour l'application de l'article 44, 1°, f) et g) une intervention équivalente à 160 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 16 travailleurs temps plein complémentaires subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, a) »;

14° Le 6°, 10° tiret est remplacé par : « pour l'application de l'article 44, 2°, a) une intervention équivalente à 290 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 58 travailleurs mi-temps complémentaires, subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, a), dont un minimum de 245 points pour 49 travailleurs mi-temps chargés de la mise en œuvre de la programmation, visée aux articles 16, 18 et 18bis et 45 points pour 9 travailleurs mi-temps chargés de la mise en œuvre de la programmation visée à l'article 17. »;

15° Au 6°, 11° tiret, le nombre « 88 » est remplacé par le nombre « 23 », et les mots « encourageant au plus 88 expériences » sont remplacés par les mots « pour 23 projets de production au plus »;

16° Au 6°, entre les 10° et 11° tiret, un nouveau tiret rédigé comme suit est ajouté : « - pour l'application de l'article 44, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, b), un forfait de fonctionnement d'au moins 1.930 euros pour 53 dispositifs pour les centres admis dans l'un des dispositifs particuliers visés aux articles 16, 18 et 18bis et un forfait d'au moins 6.000 euros pour 10 dispositifs pour les centres d'information admis dans le dispositif particulier visé à l'article 17. »;

17° Au 7°, 8° tiret, les mots et les chiffres « 216 points minimum consacrée au cofinancement des emplois complémentaires des centres » sont remplacés par les mots « forfaits minimum. La valeur du forfait est fixée à 2.541 euros. Les interventions peuvent entraîner l'attribution de fractions de forfaits »;

18° Le 7°, 9° tiret est remplacé par : « pour l'application de l'article 44, 1°, f) et g) une intervention équivalente à 210 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 21 travailleurs temps plein complémentaires subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, a) »;

19° Le 7°, 10° tiret est remplacé par : « pour l'application de l'article 44, 2°, a) une intervention équivalente à 350 points minimum afin de couvrir l'intervention dans les charges de 70 travailleurs mi-temps complémentaires, subventionnés au même niveau que l'animateur coordonnateur visé à l'article 44, 1°, a), dont un minimum de 280 points pour 56 travailleurs mi-temps chargée de la mise en œuvre de la programmation, visée aux articles 16, 18 et 18bis et 70 points pour 14 travailleurs mi-temps chargés de la mise en œuvre de la programmation visée à l'article 17. »;

20° Au 7°, 11° tiret, le nombre « 160 » est remplacé par le nombre « 47 » et les mots « encourageant au plus 160 expériences » sont remplacés par les mots « pour 47 projets de production au plus ».

21° Au 7°, entre les 10° et 11° tiret, un nouveau tiret rédigé comme suit est ajouté : « pour l'application de l'article 44, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, b), un forfait de fonctionnement d'au moins 3.205 euros pour 60 dispositifs pour les centres admis dans l'un des dispositifs particuliers visés aux articles 16, 18 et 18bis et un forfait d'au moins 6.000 euros pour 15 dispositifs pour les centres d'information admis dans le dispositif particulier visé à l'article 17. ».

Art. 49. Dans le même décret est inséré un article 66ter rédigé comme suit :

« Art. 66ter. Jusqu'au 31 décembre 2009, lorsque les crédits budgétaires disponibles ne permettent pas de désintéresser toutes les associations agréées, la répartition des crédits s'opère suivant la date d'introduction de la demande ayant abouti à l'agrément. »

Art. 50. Dans la même décret est inséré un article 66quater rédigé comme suit :

« Art. 66quater. § 1^{er}. Les maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes ainsi que les fédérations reconnues et dont le plan d'action a été agréé dans le cadre du décret du 20 juillet 2000, sont de plein droit agréés dès l'entrée en vigueur du présent décret.

Cet agrément est acquis de plein droit sous réserve du respect des conditions générales et particulières prévues aux articles 1^{er} à 8 du décret du 20 juillet 2000 tel que modifié par le présent décret.

Les maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes visés à l'alinéa 1^{er} sont classés uniquement dans le niveau dans lequel leur plan d'action est agréé au jour de l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Les maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes dont le plan d'action a été agréé dans l'un des dispositifs particuliers du décret du 20 juillet 2000, sont admis de plein droit dans ces dispositifs dès l'entrée en vigueur du présent décret.

Cette admission est acquise de plein droit sous réserve du respect des conditions prévues aux articles 16 à 19 du décret du 20 juillet 2000 tel que modifié par le présent décret, sans préjudice du paragraphe 3 ci-après.

§ 3. Les centres d'information dont le plan d'action a été agréé dans les dispositifs particuliers « partenariat » et « décentralisation » visés respectivement aux articles 17 et 18 du décret du 20 juillet 2000 conservent, dans le respect de ces dispositions, le bénéfice desdits agréments jusqu'à leur échéance.

§ 4. Les demandes de renouvellement d'agrément du plan d'action introduites par les associations entre le 1^{er} et le 15 avril 2008 sont de plein droit converties en demandes de classement dans un dispositif principal au sens des articles 1^{er} à 8 et 10 à 15 du décret du 20 juillet 2000 tel que modifié par le présent décret. Si les plans d'action répondent au minimum aux conditions prévues dans le décret du 20 juillet 2000 non modifié en vertu du présent décret, ils sont réputés conformes aux conditions du décret tel que modifié par le présent décret, moyennant une mise en conformité progressive devant aboutir au respect de l'ensemble des conditions au plus tard un an avant l'échéance du plan d'action.

Les demandes de renouvellement d'agrément du plan d'action dans un dispositif particulier introduites par les associations entre le 1^{er} et le 15 avril 2008 sont de plein droit converties en demandes d'admission dans un dispositif particulier au sens des articles 16 à 18bis et 20 du décret du 20 juillet 2000 tel que modifié par le présent décret. Si les plans d'actions répondent au minimum aux conditions prévues dans le décret du 20 juillet 2000 non modifié en vertu du présent décret, ils sont réputés conformes aux conditions du décret tel que modifié par le présent décret, moyennant une mise en conformité progressive devant aboutir au respect de l'ensemble des conditions au plus tard un an avant l'échéance du plan d'action.

Les demandes de reconnaissance et d'agrément du plan d'action introduites depuis le 1^{er} janvier 2008 sont de plein droit considérées comme demandes d'agrément et de classement dans un dispositif principal au sens des articles 1^{er} à 8 et 10 à 15 du décret du 20 juillet 2000 tel que modifié par le présent décret.

Le Gouvernement arrête, après avis de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes, les modalités particulières relatives à la procédure d'agrément et de classement dans un dispositif principal ou d'admission dans un dispositif particulier applicables dans les cas visés aux alinéas 1^{er} à 3 du présent § 4 permettant aux associations de modifier leur demande conformément aux dispositions du présent décret. »

Art. 51. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 mai 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

Notes

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 533-1. — Amendements de commission, n° 533-2. — Rapport, n° 533-3. — Amendements de séance, n° 533-4.

Comptes rendus intégraux. — Discussion et adoption. Séance du 6 mai 2008.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 2519

[C — 2008/29360]

9 MEI 2008. — Decreet tot wijziging van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het opschrift van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties, gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties ».

Art. 2. Het opschrift van Titel I van hetzelfde decreet in de Franse tekst wordt vervangen door het volgende opschrift : « De l'agrément ».

In het opschrift van Hoofdstuk I van diezelfde Titel in de Franse tekst, worden de woorden « De la reconnaissance » vervangen door de woorden « De l'agrément ».

Het opschrift van afdeling 1 van datzelfde Hoofdstuk wordt aangevuld met de woorden « voor de erkenning ».

Art. 3. Artikel 1 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. § 1. Om, voor onbepaald tijd, de erkenning als jeugdhuis, ontmoetings- en huisvestingscentrum of informatiecentrum voor jongeren te bekomen en te behouden, moet de vereniging voldoen aan de bijzondere voorwaarden vermeld in artikelen 3, 4 of 6, naar gelang van het doel van haar aanvraag, en, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 5 of 7, aan de volgende algemene voorwaarden :

1° Opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, zoals gewijzigd;

2° open staan voor alle jongeren, de rechten van de mens indachtig;

3° zoals iedere persoon die daar een verantwoordelijkheid uitoefent, de beginselen uit de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en het Internationaal Verdrag over de Rechten van het Kind eerbiedigen en verdedigen;

4° zich als doel stellen een kritische, actieve en verantwoordelijke burgerzin te ontwikkelen, voornamelijk bij de jongeren van 12 tot 26 jaar, door zich bewust te zijn van de maatschappelijke realiteit, van de zin voor verantwoordelijkheid en van deelname aan het sociaal, economisch, cultureel en politiek leven, alsook sociaal-culturele en creatieve activiteiten te ontplooiën en promoten;

5° die methodes en technieken aanwenden die het best aangepast zijn aan de noden van het potentieel publiek en aan de verwezenlijking van het in het eerste lid, 4°, van dit artikel gestelde doel;

6° niet erkend zijn in het raam van het decreet van 20 juni 1980 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jongerenorganisaties;

7° activiteiten uitoefenen die overeenstemmen met het in het eerste lid, 4°, van dit artikel bepaalde doel, in het kader van een vierjarenactieplan dat ten minste beantwoordt aan een niveau in één van de voornaamste voorzieningen bedoeld bij de artikelen 10 tot 14;

8° over een animatieteam beschikken;

9° over een infrastructuur beschikken die aangepast is aan haar activiteiten en waarvan het beheer geheel in haar handen is op grond van hetzij een eigendomsrecht, hetzij van een contract dat haar een legitiem recht op het gebruik van de ruimten garandeert voor de verwezenlijking van haar doelstellingen, voor een minimumperiode die gelijk is aan de duur van het vierjarenactieplan bedoeld in de artikelen 10 en volgende. In geval van verhuizing of werken, kan de Regering een vrijstelling van de naleving van die voorwaarde toekennen;

10° over een telefoonlijn uitsluitend voor eigen gebruik beschikken;

11° een burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering aangaan voor al haar activiteiten;

12° een regelmatige boekhouding voeren en over een rekening op haar naam bij een kredietinstelling beschikken;

13° de voortgezette opleiding van het gehele animatieteam bevorderen en elk jaar ten minste één personeelslid de toelating geven minstens vijf opleidingsdagen in zijn werktijd op te nemen;

14° zorgen voor de bekendmaking van de informatie ten behoeve van haar gebruikers en haar leden, van de voorwaarden om lid te worden, alsook van de regels voor de toegang tot de activiteiten, programma's en uitrusting.

§ 2. De erkenning kan alleen binnen de perken van de beschikbare kredieten worden toegekend.

De beschikbare kredieten zijn deze die worden bekomen na aanrekening van het totale bedrag van de subsidies waarop de erkende verenigingen aanspraak kunnen maken.

§ 3. Als de begrotingskredieten onvoldoende zijn om verschillende verenigingen die aan de algemene en bijzondere erkenningsvoorwaarden voldoen te erkennen, erkent de Regering eerst de verenigingen die het best beantwoorden aan de in de hierna volgende leden bedoelde prioriteitscriteria, die ze vooraf nader bepaald en gerangschikt heeft op eensluidend advies van de Adviescommissie voor de jeugdhuisen en de jeugdcentra.

De prioriteitscriteria hebben betrekking op de demografische, geografische, socio-economische en socioculturele contexten waarin de aanvragen van de verenigingen plaatsvinden.

Het jaar of de jaren waarin de aanvraag om erkenning van een vereniging werd afgewezen bij toepassing van voormelde prioriteitscriteria, maken een prioriteitscriterium uit dat ten minste onder de eerste drie moet worden gerangschikt. »

Art. 4. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. De erkende vereniging zendt de Administratie elk jaar het activiteitenverslag over dat aan haar algemene vergadering wordt voorgelegd. De vereniging moet overigens de Administratie op de hoogte brengen van elke wijziging van haar openingsuren, van elke grote wijziging bij de toepassing van het ingediende vierjarenplan, en elke informatiedrager van de uitgeoefende activiteiten regelmatig meedelen. »

Art. 5. In het opschrift van Afdeling 2 van Hoofdstuk I van Titel I van hetzelfde decreet, worden de woorden « jeugdhuisen, ontmoetings- en huisvestingscentra, en informatiecentra voor jongeren » geschrapt.

Art. 6. In hetzelfde decreet :

Wordt artikel 3 vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 3. Om de erkenning als jeugdhuis te verkrijgen en te behouden, moet de vereniging voldoen aan de volgende bijzondere voorwaarden :

1° een vereniging zijn die is gebaseerd op de opvang van jongeren, hun deelneming aan de programmering en de realisatie van gezamenlijke initiatieven en van socioculturele bedrijvigheden die tegemoet komen aan de noden van het vestigingsmilieu, onder de verantwoordelijkheid van een overeenkomstig artikel 38 gekwalificeerd animator-coördinator;

2° een raad van bestuur hebben, permanent samengesteld uit minstens één derde bestuurders die jonger zijn dan 26 jaar;

3° een vrije toegang organiseren die aan de hierna vermelde minimumcriteria beantwoordt :

- a) de openingsuren moeten worden vastgesteld rekening houdend met de schoolactiviteiten of de beroepsactiviteiten van het doelpubliek;
- b) de informatie over de openingsuren moet duidelijk, leesbaar, zichtbaar binnen en buiten het lokaal bestemd voor de opvang zijn;
- c) de opvang van het publiek moet geschieden onder begeleiding van een animator of iedere persoon die een ervaring heeft op het gebied van de dynamiek van de opvang;
- d) de gecumuleerde duur van de sluitingsperioden kan niet langer zijn dan 6 weken per jaar. Bij belangrijke inrichtingswerken kan de Regering de uitbreiding van de sluitingsperiode tot de verwezenlijking van die werken toelaten;
- e) de deelneming aan een bepaalde activiteit kan niet verplicht worden gemaakt;

4° geen bijdrage of betaling van activiteit voorstellen die de deelneming van de jongere kan belemmeren;

5° de actieve deelneming van de jongeren aan het beheer van de vereniging bevorderen, inzonderheid door de oprichting van raadplegings- en beslissingsstructuren waarmee de gebruikers kunnen meewerken aan het ontwerpen, het verwezenlijken, het beheren en het evalueren van de acties van de jeugdhuizen;

6° een huishoudelijk reglement goedkeuren, na de voorafgaande raadpleging van de gebruikers. Daartoe worden voorstellen ingezameld en meegedeeld aan de algemene vergadering;

7° elk jaar een raadplegingsvergadering organiseren die elke jongere die in haar actiegebied verblijft, zo hij dit wenst, en vertegenwoordigers van verenigingen die daar werkzaam zijn, bijwonen. Die vergadering heeft tot doel zich ervan te vergewissen dat het jeugdhuis open staat ten aanzien van de bevolking van zijn actiezone, zoals hierna bepaald, en dat een informatie over haar activiteiten wordt verstrekt.

Het actiegebied is de geografische zone rond de vestigingsplaats van de infrastructuur waar de erkende vereniging haar activiteiten krachtens dit decreet uitoefent. Het stemt ten minste met een deel van het grondgebied van de vestigingsgemeente (« plaatselijk » niveau) overeen en wordt door de vereniging in haar vierjarenactieplan bepaald. Deze definitie geldt voor alle bepalingen van dit decreet. »

Art. 7. In hetzelfde decreet :

a) In artikel 4 worden de woorden « Om de erkenning als ontmoetings- en accommodatiecentrum te verkrijgen en te behouden, moet de vereniging, naast de in artikelen 1 en 2 bedoelde voorwaarden, volgende voorwaarden in acht nemen « vervangen door de woorden « Om de erkenning als ontmoetings- en huisvestingscentrum te verkrijgen en te behouden, moet de vereniging voldoen aan de volgende bijzondere voorwaarden ».

b) In artikel 5 worden de woorden en cijfers « artikel 1, § 2, 2° en 7° » vervangen door de woorden en cijfers « artikel 1, § 1, 1° en 12° ».

Art. 8. In hetzelfde decreet :

a) Wordt artikel 6 vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 6. Om de erkenning als informatiecentrum voor jongeren te verkrijgen en te behouden, moet de vereniging voldoen aan de volgende bijzondere voorwaarden :

1° een dienstverlenende vereniging zijn die tot doel heeft dat jongeren informatie en informatiemiddelen verwerven, met het oog op pluralisme, onafhankelijkheid en volledigheid;

2° De volgende twee functies hebben :

- a) een technische functie, om op de onmiddellijke vragen te antwoorden;
- b) een sociaal-culturele functie, om de jongeren te laten komen tot een betere analyse en bewustwording van de sociale, culturele, economische en politieke elementen van hun bestaan;
- 3° een basisopvangdienst in haar lokalen organiseren :
- a) met een vrije toegang, ten minste 46 weken per jaar;
- b) volgens een regelmatige dienstregeling, rekening houdend met de school- of beroepsbezigheden van de jongeren;

c) kosteloos verleend;

d) waarvan de organisatie zorgt voor :

— de vrije toegang tot een documentatie die volgens de gebieden gerangschikt is, en tot het Internet, voor het opzoeken van informatie. Indien de jongere dit aanvraagt, moet die opzoeking samen met een informateur worden uitgevoerd;

— een onmiddellijk antwoord of een oriëntatie door een informateur, als antwoord op vragen van algemene aard van de jongere;

— op aanvraag van de jongere, een vertrouwelijk en persoonlijk onderhoud met een daartoe opgeleide informateur. Tijdens dat onderhoud zorgt de informateur voor het tot stand brengen van een raadgevingsrelatie met de jongere en het globale behandelen van de projecten of het individuele traject van de jongere.

4° de eventuele betaaldiensten moeten worden opgenomen in een lijst waarin hun respectieve prijzen duidelijk worden vermeld en die binnen en buiten de voor de opvang dienende lokalen wordt aangeplakt. De gebruikte prijzen moeten redelijk zijn en mogen geenszins een hindernis zijn voor de toegang van de jongere tot de voorgestelde activiteiten. »

c) In artikel 7 worden de woorden en de cijfers « artikel 1, § 2, 2° en 7° » vervangen door de woorden en cijfers « artikel 1, § 1, 1° en 12° ».

Art. 9. In het opschrift van Hoofdstuk II van Titel 1 van hetzelfde decreet, worden de woorden « De erkenning als federatie » vervangen door het woord « Federaties ».

Art. 10. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid :

a) wordt de onderafdeling « § 1 » vóór de eerste zin toegevoegd;

b) in de eerste zin van de Franse tekst, worden de woorden « la reconnaissance » vervangen door de woorden « l'agrément », en worden de woorden « la conserver » vervangen door de woorden « le conserver »;

c) in 1° van de Franse tekst, wordt het woord « reconnues » vervangen door het woord « agréées »;

d) in 3°, a), van de Franse tekst, wordt het woord « reconnues » vervangen door het woord « agréées »;

e) in 3°, b) en c), wordt het woord « reconnus » vervangen door het woord « agréés »;

2° In het derde lid worden de woorden « duidt dit centrum » door de woorden « duiden het jeugdhuis of het centrum » en worden de woorden « in het eerste lid, 3° » vervangen door de woorden en cijfers « in het eerste lid, 3°, van dit artikel » vervangen.

3° Er wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De erkenning kan alleen binnen de perken van de beschikbare kredieten worden toegekend.

De beschikbare kredieten zijn deze die worden gekregen na aanrekening van het totale bedrag van de subsidies waarop de erkende verenigingen aanspraak kunnen maken.

Als er geen voldoende beschikbare kredieten zijn, is artikel 1, § 3, van toepassing.

Art. 11. In het opschrift van Hoofdstuk III van Titel I van hetzelfde decreet, in de Franse tekst, worden de woorden « de reconnaissance » vervangen door de woorden « d'agrément ».

Art. 12. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. Na het advies van de Adviescommissie voor de jeugdhuisen en de jeugdcentra te hebben ingewonnen, bepaalt de Regering :

1° de nadere regels voor de aanvraag om erkenning en actualisering van die aanvraag, met inbegrip van de nadere regels betreffende de hoofdstelsels en de bijzondere stelsels bedoeld in Titel II, Hoofdstukken I en II van dit decreet;

2° de nadere regels voor een beroep tegen een beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning, tot niveauperlaging of tot weigering van niveauopklimming in een hoofdstelsel, tot weigering of stopzetting van toelating tot een bijzonder stelsel voor de schorsing van het recht op de toekenning van de forfaitaire werkingssubsidie bedoeld in artikel 44, § 1, eerste lid, 1°, d);

3° de nadere regels voor de aanvraag om advies aan de Adviescommissie voor de jeugdhuisen en de jeugdcentra in het kader van de beroepen;

4° de mogelijkheid, voor de vereniging, om gehoord te worden in het kader van een beroepsprocedure;

5° de nadere regels voor de beslissingen tot toekenning, weigering, intrekking van de erkenning, tot niveauperlaging of niveauopklimming in een hoofdstelsel, de beslissingen tot toelating of stopzetting van toelating tot een bepaald stelsel. »

Art. 13. In hetzelfde decreet, in het opschrift van titel II, worden de woorden « De goedkeuring van het actieplan van de jeugdhuisen, de ontmoetings- en accommodatiecentra en de jongeren informatiecentra » vervangen door de woorden « Rangschikking van de verenigingen in de hoofdstelsels « jeugdhuisen », « ontmoetings- en huisvestingscentra » en « informatiecentra voor jongeren en toelating ervan tot een bijzonder stelsel.

Het opschrift van Hoofdstuk I van dezelfde titel wordt vervangen door de woorden « Hoofdstelsels ».

Het opschrift van afdeling 1 van hetzelfde hoofdstuk wordt vervangen door de woorden « Rangschikking in het hoofdstelsel « jeugdhuisen » - vierjarenactieplan ».

Art. 14. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. § 1. De rangschikking in het hoofdstelsel « jeugdhuisen » wordt bepaald naargelang het aantal :

a) socioculturele activiteiten (de socioculturele activiteit is een incidenteel of regelmatig, educatief of recreatief initiatief dat wordt verwezenlijkt met het oog op expressie en ontplooiing van de individuele personen);

b) collectieve acties (de collectieve actie is een initiatief dat in verschillende fasen wordt verwezenlijkt en dat in groep uitgewerkt en uitgevoerd wordt);

c) uren voor de opvang van de jongeren;

d) socioculturele activiteiten met de plaatselijke bevolking.

Om voor een rangschikking in aanmerking te komen, maakt de vereniging een vierjarenactieplan op en voert dit uit; dit plan bepaalt de socioculturele en economische leefomgeving van de vereniging, de opdrachten die zij wenst te volbrengen, haar prioritaire doelstellingen alsook de middelen die moeten worden aangewend om deze doelstellingen te realiseren.

§ 2. De Regering rangschikt de vereniging in niveau J.H.3 als haar actieplan omstandig is en tot doel heeft aan de volgende minimale kwantitatieve criteria te voldoen :

1° samen met de jongeren tien socioculturele activiteiten per maand organiseren, met een minimum van één activiteit per week;

2° ervoor zorgen dat de jongeren worden opgevangen en toegang krijgen tot de verschillende door het jeugdhuis georganiseerde activiteiten met een minimum van 800 uren per jaar, waarvan minstens tien uren per week aan de opvang worden besteed;

3° jaarlijks 1 collectieve actie ondernemen;

4° jaarlijks ten minste één socioculturele activiteit met de plaatselijke bevolking organiseren.

§ 3. De Regering rangschikt de vereniging in niveau J.H.2 als haar actieplan omstandig is en tot doel heeft aan de volgende minimale kwantitatieve criteria te voldoen :

1° samen met de jongeren achttien socioculturele activiteiten per maand organiseren, met een minimum van twee activiteiten per week;

2° ervoor zorgen dat de jongeren worden opgevangen en toegang krijgen tot de verschillende door het jeugdhuis georganiseerde activiteiten met een minimum van 1 200 uren per jaar, waarvan minstens veertien uren per week aan de opvang worden besteed;

3° jaarlijks twee collectieve acties ondernemen;

4° jaarlijks ten minste twee socioculturele activiteiten met de plaatselijke bevolking organiseren.

§ 4. De Regering rangschikt de vereniging in niveau J.H.1 als haar actieplan omstandig is en tot doel heeft aan de volgende minimale kwantitatieve criteria te voldoen :

1° samen met de jongeren zesentwintig socioculturele activiteiten per maand organiseren, met een minimum van drie activiteiten per week;

2° ervoor zorgen dat de jongeren worden opgevangen en toegang krijgen tot de verschillende door het jeugdhuis georganiseerde activiteiten met een minimum van 1 600 uren per jaar, waarvan achttien uren per week aan de opvang worden besteed;

3° jaarlijks drie collectieve acties ondernemen;

4° jaarlijks ten minste drie socioculturele activiteiten met de plaatselijke bevolking organiseren. »

Art. 15. Het opschrift van Afdeling 2 van Hoofdstuk 1 van Titel II van hetzelfde decreet wordt vervangen door het opschrift « Rangschikking in het hoofdstelsel « ontmoetings- en huisvestigingscentrum » - van het vierjarenactieplan ».

Art. 16. In hetzelfde decreet wordt artikel 11 vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11. § 1. De rangschikking in het hoofdstelsel « ontmoetings- en huisvestigingscentrum » wordt bepaald naargelang het aantal en het type lokalen die het aanbiedt, de duur van zijn sluitingstijden, zijn bezettingsgraad.

Om voor een rangschikking in aanmerking te komen, maakt de vereniging een vierjarenactieplan op en voert dit uit; dit plan bepaalt de socioculturele en economische leefomgeving van de vereniging, de opdrachten die zij wenst te volbrengen, haar prioritaire doelstellingen alsook de middelen die moeten worden aangewend om deze doelstellingen te realiseren. Dit plan bepaalt de kwaliteit van de opvang, de infrastructuur, de steun die door de vereniging wordt verleend voor de verwezenlijking van de activiteiten van de opgevangen groepen, alsook de ontwikkeling van de inschakeling op regionaal niveau.

§ 2. De Regering rangschikt de vereniging in niveau O.H.C.3 als haar actieplan omstandig is en tot doel heeft aan de volgende minimale kwantitatieve criteria te voldoen :

1° Over een activiteitenlokaal beschikken dat afgezonderd is van de onthaal-, eet- en huisvestigingszalen;

2° Haar jaarlijkse sluitingstijden tot twaalf weken per jaar beperken;

3° Een bezettingspercentage van minstens dertig procent hebben, zowel in de vorm van overnachtingen als in de vorm van activiteitsdagen, berekend op grond van 281 dagen per jaar en van hoogstens 100 bedden.

§ 3. De Regering rangschikt de vereniging in niveau O.H.C.2 als haar actieplan omstandig is en tot doel heeft aan de volgende minimale kwantitatieve criteria te voldoen :

1° Over 2 activiteitenlokalen beschikken die afgezonderd zijn van de onthaal-, eet- en huisvestigingszalen;

2° Haar jaarlijkse sluitingstijden tot negen weken per jaar beperken;

3° Een bezettingspercentage van minstens vijfendertig procent hebben, zowel in de vorm van overnachtingen als in de vorm van activiteitsdagen, berekend op grond van 302 dagen per jaar en van hoogstens 100 bedden.

§ 4. De Regering rangschikt de vereniging in niveau O.H.C.1 als haar actieplan omstandig is en tot doel heeft aan de volgende minimale kwantitatieve criteria te voldoen :

1° Over drie activiteitenlokalen beschikken die afgezonderd zijn van de onthaal-, eet- en huisvestigingszalen;

2° Haar jaarlijkse sluitingstijden tot zes weken per jaar beperken;

3° Een bezettingspercentage van minstens veertig procent hebben, zowel in de vorm van overnachtingen als in de vorm van activiteitsdagen, berekend op grond van 323 dagen per jaar, en van hoogstens 100 bedden.

§ 5. Voor de bepaling van de cijfers bedoeld in § 2, 3°, § 3, 3°, § 4, 3°, van dit artikel, telt één dag die voorafgegaan of gevolgd wordt door één nacht, voor één eenheid, zoals één enkele nacht of één enkele dag. ».

Art. 17. In hetzelfde decreet :

a) In artikel 12 worden de woorden en cijfers « in artikel 11, derde lid, 3°, vierde lid, 3°, en vijfde lid, 3° », vervangen door de woorden en cijfers « in artikel 11, § 2, 3°, § 3, 3° en § 4, 3° ».

b) In artikel 13, worden de woorden « of de permanente organisatie die is erkend in het raam van het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente vorming van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders, waarbij het is aangesloten » vervangen door de woorden « of de organisatie voor permanente opvoeding, erkend in het kader van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, waarbij het is aangesloten ».

Art. 18. Het opschrift van Afdeling 3 van Hoofdstuk I van Titel II van hetzelfde decreet wordt vervangen door het volgende opschrift « Rangschikking in het hoofdstelsel « informatiecentrum voor jongeren » - van het vierjarenactieplan ».

Art. 19. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 14. § 1. De rangschikking in het hoofdstelsel « informatiecentrum voor jongeren » wordt bepaald volgens de duur van de opvang en het aantal uitgewerkte en bijgewerkte informatiegebieden.

Om voor een rangschikking in aanmerking te komen, maakt de vereniging een vierjarenactieplan op en voert dit uit; dit plan bepaalt de socioculturele en economische leefomgeving van de vereniging, de opdrachten die zij wenst te volbrengen, haar prioritaire doelstellingen alsook de middelen die moeten worden aangewend om deze doelstellingen te realiseren. Dit plan bepaalt de wijze van ontwikkeling, bijwerking en verspreiding van de informatie.

De Regering stelt de lijst vast van de informatiegebieden die het informatiecentrum moet uitwerken en bijwerken, na voorstel van de Adviescommissie van de jeugdhuisen en de jeugdcentra, geformuleerd op advies van de subcommissie voor jongereninformatie.

§ 2. De Regering rangschikt de vereniging in niveau I.C.J.3 indien haar actieplan omstandig is en tot doel heeft aan de volgende minimale kwantitatieve criteria te voldoen :

1° databanken uitwerken en bijwerken op 5 informatiegebieden;

2° zorgen voor de opvang van jongeren gedurende ten minste 15 uren per week, verdeeld over ten minste 3 dagen.

§ 3. De Regering rangschikt de vereniging in niveau I.C.J.2, indien haar actieplan omstandig is en tot doel heeft aan de volgende minimale kwantitatieve criteria te voldoen :

- 1° databanken uitwerken en bijwerken op 6 informatiegebieden;
- 2° zorgen voor de opvang van jongeren gedurende ten minste 20 uren per week, verdeeld over ten minste 4 dagen.

§ 4. De Regering rangschikt de vereniging in niveau I.C.J.1, indien haar actieplan omstandig is en tot doel heeft aan de volgende minimale kwantitatieve criteria te voldoen :

- 1° databanken uitwerken en bijwerken op 7 informatiegebieden;
- 2° zorgen voor de opvang van jongeren gedurende ten minste 25 uren per week, verdeeld over ten minste 5 dagen.

Art. 20. In hetzelfde decreet, wordt artikel 15 gewijzigd als volgt :

- a) de afdeling « § 3 » wordt vóór het eerste lid toegevoegd;
- b) In het eerste lid wordt de vermelding « § 2, 3° » vervangen door « § 1, 8° »;
- c) In het tweede lid, worden de woorden « Het actieplan van een vereniging » vervangen door de woorden « De vereniging », en wordt het woord « erkend » vervangen door het woord « gerangschikt »;
- d) Er wordt een § 1 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 1. De verenigingen worden van rechtswege in het laagste niveau van hun hoofdstelsel gerangschikt, voor zover ze aan de daaraan verbonden voorwaarden voldoen.

Er kan een niveauopklimming alleen binnen de perken van de beschikbare kredieten geschieden, enkel één keer gedurende de vier jaren waarop het actieplan betrekking heeft en uitsluitend naar het onmiddellijk hogere niveau. Als de beschikbare kredieten onvoldoende zijn, is artikel 1, § 3, van overeenkomstige toepassing. »

- e) Er wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De rangschikking in een hoofdstelsel geldt voor een onbepaalde tijd.

Om zijn rangschikkingsniveau te behouden, moeten het jeugdhuis, het ontmoetings- en huisvestingscentrum, het informatiecentrum voor jongeren de kwantitatieve criteria en de kwalitatieve criteria van hun actieplan in acht nemen.

De Regering evalueert regelmatig het actieplan (ten minste om de vier jaar op het einde van de termijn van het actieplan) door middel van een door haar vast te stellen evaluatierooster, na advies van de Adviescommissie voor de jeugdhuisen en de jeugdcentra, volgens de kwantitatieve criteria vastgesteld in de artikelen 10 tot 14, en de kwaliteit van de uitgeoefende activiteiten en opdrachten. De kwaliteit van de uitgeoefende activiteiten en opdrachten wordt bepaald op grond van de regels en definities bedoeld in de artikelen 1, § 1, 4° en 5°, en 10 tot 14, en van de verwezenlijking van de prioritaire doelstellingen vastgelegd in het actieplan. »

- f) Er wordt een § 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De Regering kan een afwijking toestaan betreffende het aantal opvanguren gedurende een bepaalde periode van niet meer dan tien maanden, om de vereniging in staat te stellen het hoofd te bieden aan uitzonderlijke toestanden die de opvang onmogelijk maken.

De Regering deelt de Adviescommissie voor de jeugdhuisen en de jeugdcentra de lijst van de verenigingen die recht hebben op de afwijking, mee, alsook de redenen waarom die afwijking wordt toegestaan. »

Art. 21. In hetzelfde decreet :

1° tussen Hoofdstuk II van Titel II en artikel 16 wordt een afdeling 1 ingevoegd, die het volgende opschrift heeft : « Voorwaarden voor de toelating tot een bijzonder stelsel »;

2° In artikel 16 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) De eerste en tweede leden worden vervangen door de volgende bepaling : « § 1. Toegelaten wordt tot het bijzonder stelsel « sociocultureel gelijkheidsbeleid », het jeugdhuis dat, in zijn actieplan, volgens de hieronder vermelde voorwaarden, een programma van specifieke acties opmaakt en uitvoert, ten aanzien van de jongeren wier economische, sociale of culturele omstandigheden minder gunstig zijn.

De specifieke acties worden bepaald volgens paragraaf 2 van dit artikel en gebaseerd op een aangepaste pedagogische benadering die rekening houdt met de maatschappelijke, economische en culturele realiteit van het actiegebied van het jeugdhuis en van zijn potentieel publiek.

b) Het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling : « § 2. Op voorstel van de Adviescommissie voor de jeugdhuisen en de jeugdcentra, geformuleerd na raadpleging van de Subcommissie voor het gelijkheidsbeleid bedoeld in de artikelen 40 en 41, bepaalt de Regering welke elementen vervat moeten zijn in het programma en kenmerkt de sociale problematiek alsook de sociaal-economische en culturele context van de jongeren waarop het bijzonder stelsel betrekking heeft »;

c) In het vierde lid wordt het woord « met name » geschrapt;

d) In het vijfde lid, in de Franse tekst, wordt het woord « notamment » geschrapt.

Art. 22. Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 17. § 1. Toegelaten wordt tot het bijzonder stelsel « samenwerking en decentralisatie voor de jongereninformatie », het informatiecentrum voor jongeren dat, in zijn actieplan, volgens de hieronder vermelde voorwaarden, een programma opmaakt en uitvoert voor samenwerking met associatieve partners en, in voorkomend geval, met publieke of parapublieke partners die in zijn actiegebied gevestigd zijn, om zijn acties en dienstverleningen te decentraliseren en met die partners methoden en acties te ontwikkelen om jongeren te helpen toegang tot informatie te krijgen en die informatie in te winnen.

§ 2. De programmatie moet tot doel hebben permanente activiteiten voor informatie van jongeren te organiseren, over de periode van het vierjarenplan gespreid, en het grootste aantal jongeren van het actiegebied van het informatiecentrum te bereiken.

Het bepaalt de prioritaire doelstellingen van het informatiecentrum en de middelen die aan te wenden zijn om die te verwezenlijken.

§ 3. Het informatiecentrum voor jongeren moet samenwerken met minstens twee partners en bij voorrang met verenigingen die ofwel als jeugdhuis, ofwel als ontmoetings- en huisvestingscentrum worden erkend, in zijn actiegebied.

§ 4. De samenwerking moet worden vastgelegd in samenwerkingsovereenkomsten waarin de rollen en taken van elke partner, en, in voorkomend geval, de door sommige partners geleverde financiële middelen worden bepaald. Ze moet door concrete acties en een concrete medewerking worden uitgevoerd.

Het informatiecentrum coördineert de samenwerking.

§ 5. Het informatiecentrum moet de associatieve partners, die als jeugdhuis of als ontmoetings- en huisvestingscentrum worden erkend, de informatiedragers op de in artikel 14, § 1, derde lid bedoelde informatiegebieden gratis meedelen, behalve als ze een subsidie genieten van een andere overheid dan de Franse Gemeenschap om er de kosten van te dekken.

§ 6. Op voorstel van de Adviescommissie voor de jeugthuizen en de jeugdcentra, geformuleerd op advies van de subcommissie voor overleg over jongereninformatie. »

Art. 23. In hetzelfde decreet wordt artikel 18 vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. § 1. Toegelaten wordt tot het bijzonder stelsel « decentralisatie », het jeugdhuis of het ontmoetings- en huisvestingscentrum dat, in zijn actieplan, volgens de hieronder vermelde voorwaarden, een programma opmaakt en uitvoert voor acties of dienstverlening aan jongeren of jongerengroepen waarvan de toegang tot zijn activiteiten wordt belemmerd ofwel door geografische perken ofwel door de culturele of sociologische gegevens in verband met de vestigingsomgeving.

De programmatie heeft betrekking op minstens de problematiek van de verblijfplaats van de jongeren in wijken of delen van gemeenten die verschillend zijn van de plaats waar het jeugdhuis of het ontmoetings- en huisvestingscentrum gevestigd is.

Ze bepaalt de prioritaire doelstellingen die het jeugdhuis of het ontmoetingscentrum voor zichzelf vaststelt en de middelen die aan te wenden zijn om die te verwezenlijken.

§ 2. De Regering stelt de nadere inlichtingen die in de programmatie moeten voorkomen en de kenmerken van de bedoelde jongeren vast, op de voordracht van de adviescommissie voor de jeugthuizen en de jeugdcentra. »

Art. 24. In hetzelfde decreet, wordt artikel 18*bis* vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18*bis*. § 1. Toegelaten wordt tot het bijzonder stelsel « permanente hulpverlening voor de uitdrukking en de creatie van jongeren », het jeugdhuis of het ontmoetings- en huisvestingscentrum dat, in het kader van zijn actieplan, volgens de hieronder vermelde voorwaarden, een programma van acties opmaakt en uitvoert tot ondersteuning en ontwikkeling van de uitdrukkings- en creatiecapaciteiten van jongeren door de aanwending van één of meer lichamelijke, artistieke en socioculturele communicatie- of uitdrukkingswijzen. De programmatie moet initiatie- en vervolmakingsacties tot doel hebben en steun verlenen voor de productie van realisaties en de verspreiding hiervan buiten het centrum.

De acties bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf :

1° moeten de bevordering van de jongeren beogen in verband met de gekozen technieken, hun integratie in een net met andere jongeren, hun contactopname met externe netwerken met als doel de waardering en de bekendmaking van hun verwezenlijkingen;

2° mogen niet beperkt worden tot de overeenkomstig dit decreet gewoonlijk door het centrum geprogrammeerde werkactiviteiten;

3° moeten open staan voor het publiek van het centrum en voor een publiek buiten het centrum, ofwel afkomstig van hun actiegebied, ofwel van het gewest waarin het centrum gelegen is, ofwel van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De Regering bepaalt de nadere inlichtingen die in de programmatie moeten voorkomen, op de voordracht van de adviescommissie voor de jeugthuizen en de jeugdcentra. »

Art. 25. In hetzelfde decreet :

a) tussen de artikelen 18*bis* en 19, worden de woorden « Afdeling 2. - Gemeenschappelijke bepalingen » ingevoegd;

b) Tussen artikel 19 en artikel 20, wordt Hoofdstuk III opgeheven.

Art. 26. In hetzelfde decreet wordt artikel 19 vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 19. Gedurende de uitvoering van een vierjarenactieplan, kunnen een jeugdhuis, een ontmoetings- en huisvestingscentrum en een informatiecentrum alleen tot één enkel stelsel bedoeld in de artikelen 16 tot 18*bis* worden toegelaten en kunnen alleen aanspraak maken op het genot van één enkele subsidie bedoeld in artikel 44, § 1, eerste lid, 2°. »

Art. 27. In hetzelfde decreet wordt artikel 20 vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 20. § 1. Tot een bijzonder stelsel kunnen alleen worden toegelaten, de verenigingen die gedurende de vier jaren voorafgaand aan de indiening van de toelatingsaanvraag reeds erkend zijn.

Een toelating tot een bijzonder stelsel kan alleen binnen de perken van de beschikbare kredieten geschieden. Als de beschikbare kredieten onvoldoend zijn, is artikel 1, § 3, van overeenkomstige toepassing.

§ 2. De toelating tot één van de bijzondere stelsels geldt voor een onbepaalde duur.

Om zijn toelating tot een bijzonder stelsel te behouden, moeten het jeugdhuis, het ontmoetings- en huisvestingscentrum en het informatiecentrum voor jongeren voldoen aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 16 tot 18*bis* en aan de kwalitatieve aspecten van de programmatie bedoeld in die artikelen.

Voor de evaluatie van de kwalitatieve aspecten van de programmatie, stelt de Regering, na advies van de Adviescommissie voor de jeugthuizen en de jeugdcentra, de evaluatieroosters vast die evaluatiecriteria bepalen. Die criteria hebben betrekking :

a) voor de programmatie betreffende het stelsel « sociocultureel gelijke-kansenbeleid », op de analyse van de vestigingsomgeving, op de werkmethode, op de aangewende actieve pedagogische methoden, de specifieke acties en de prioritaire doelstellingen, het opnemen van de hoofdlijnen van het programma in het actieplan;

b) voor de programmatie betreffende het stelsel « samenwerking en decentralisatie voor de jongereninformatie », op de verwezenlijking van de prioritaire doelstellingen, de ontwikkelde specifieke animatie- of dienstverleningsacties, op de samenwerkingsverbanden die met partners worden ontwikkeld, op de banden tussen de acties van het programma en de actie van het centrum, op het publiek waarop de programmatie doelt;

c) voor de programmatie betreffende het stelsel « decentralisatie », op de verwezenlijking van de prioritaire doelstellingen, de ontwikkelde specifieke animatie- of dienstverleningsacties, de beoogde medewerkings- of partnerschapsverbanden, op de banden tussen de acties van het programma en de actie van het centrum;

d) voor de programmatie betreffende het stelsel « permanente hulpverlening voor de uitdrukking en de creatie van jongeren », op het permanente karakter van de gevoerde specifieke actie, op de verwezenlijking van de doelstellingen inzake communicatie of uitdrukking, de pedagogische methoden, de medewerking, het chronologisch overzicht van de specifieke acties die in dat kader werden gevoerd. »

Art. 28. In artikel 21 van hetzelfde decreet, in het tweede lid :

1° worden de woorden « De commissie heeft tot doel » vervangen door de woorden « Onverminderd de andere bepalingen van dit decreet heeft de commissie tot doel : » 2° worden de nummers 1°, 2° vervangen door de volgende bepalingen :

« 1° adviezen te verstrekken :

a) over de aanvragen om erkenning, de aanvragen om toelating tot een bijzonder stelsel, de aanvragen om verandering van niveau in een hoofdstelsel, het kwalificatieprofiel van coördinerend animator;

b) in het kader van de beroepen georganiseerd op grond van dit decreet;

c) in het kader van de procedure voor de schorsing van het recht op subsidiëring, de intrekking van de erkenning, de niveauperlating in een hoofdstelsel, de uitsluiting uit een bijzonder stelsel;

d) over de aanvragen om facultatieve subsidies die de Regering binnen de perken van de beschikbare kredieten kan toekennen aan de erkende verenigingen met toepassing van dit decreet. Die facultatieve subsidie wordt toegekend voor een actie die op lokaal niveau geschiedt;

e) over de aanvragen om facultatieve subsidies die de Regering, binnen de perken van de beschikbare kredieten, kan toekennen aan de verenigingen waarvan het project gelijk kan worden gesteld met dat van een jeugdhuis of een jeugdcentrum dat in hun actiegebied gevestigd is. Die facultatieve subsidie wordt toegekend voor een actie die zich op lokaal niveau afspeelt.

2° Op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering adviezen of voorstellen uitbrengen over :

a) het vaststellen voor één jaar of meer jaren :

— van de toekenning van erkenningen, op grond van de voorrangscriteria bedoeld in artikel 1, § 3;

— de toelating tot een bijzonder stelsel;

— de toekenning van de verschillende subsidies bedoeld in de artikelen 44, 46 en 47;

b) de afwijkingen toegestaan in het kader van artikel 15, § 4;

c) de promotie van de erkende verenigingen. »

3° In het tweede lid : punt 6° wordt afgeschaft.

Art. 29. In hetzelfde decreet worden, in artikel 22, eerste lid, 1°, c), d) en e), de Franse woorden « reconnue », « reconnues », en « reconnus » respectievelijk vervangen door de woorden « agréée », « agréées » en « agréés ».

In hetzelfde decreet, in artikel 22, eerste lid, 1°, f), worden de woorden « Bestendige Deputatie » vervangen door de woorden « Provinciaal College ».

Art. 30. In artikel 25 van hetzelfde decreet, derde lid, wordt het cijfer « 20 » afgeschaft.

Art. 31. In artikel 31 van hetzelfde decreet, § 1, 4°, worden de woorden « door de terugtrekking of de niet-hernieuwing van de erkenning » vervangen door de woorden « door de intrekking van de erkenning ».

Art. 32. In artikel 38 van hetzelfde decreet :

1° In het eerste lid, worden de woorden « Binnen een termijn van één jaar vanaf de erkenning van het actieplan van de vereniging of binnen de 12 maand na de aanstelling of aanduiding van de animator-coördinator, als dit gebeurt na de erkenning van het actieplan van de vereniging, » vervangen door de woorden « Binnen een termijn van 18 maanden vanaf de datum van de erkenning van de vereniging of de aanwerving of de aanstelling van de animator-coördinator, als dit gebeurt na de erkenning van de vereniging, »;

2° In het tweede lid, worden de woorden « van haar actieplan » afgeschaft;

3° Het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling : « Indien een beslissing tot niet-kwalificatie van de animator wordt genomen zonder dat een termijn wordt toegekend met toepassing van artikel 37, derde lid, 3° moet de vereniging binnen de 6 maanden de animator vervangen. Indien de betrokken animator wordt ontslagen en de duur van zijn opzegtermijn langer is dan 6 maanden, wordt hij uiterlijk één maand na het einde van de opzegtermijn vervangen. Als de vervanging niet binnen de gestelde termijn geschiedt, wordt een procedure tot intrekking van de erkenning opgestart. ».

Art. 33. In hetzelfde decreet, in artikel 39, eerste lid, 1°, van de Franse tekst, wordt het woord « reconnue » vervangen door het woord « agréée ».

Art. 34. In hetzelfde decreet, in artikel 41, eerste lid, 1°, van de Franse tekst, worden de woorden « reconnue » en « reconnues » respectievelijk vervangen door de woorden « agréée » en « agréées ».

Art. 35. In hetzelfde decreet, in artikel 43, eerste lid, 2°, a) en b), in de Franse tekst, worden de woorden « reconnu », « reconnue » en « reconnus » respectievelijk vervangen door de woorden « agréé », « agréée » en « agréés ».

Art. 36. In hetzelfde decreet, na artikel 43, worden de volgende vermeldingen ingevoegd :

1° een Hoofdstuk III, met als opschrift « Het oriëntatie- en selectiecomité voor de productie, de verspreiding en de kwaliteit van de informatie bestemd voor de jongeren »;

2° een artikel 43 bis, luidend als volgt : « Art. 43bis. § 1. Er wordt een oriëntatie- en selectiecomité voor de productie, de verspreiding en de kwaliteit van de informatie bestemd voor de jongeren opgericht.

§ 2. Dit heeft als opdracht :

a) de Regering de algemene prioriteiten inzake informatieverstrekken aan jongeren voorstellen op grond van de voorstellen van de Adviescommissie voor de jeugdhuisen en de jeugdcentra, na raadpleging van de Subcommissie voor jongereninformatie;

b) de Regering de criteria voor de selectie van de projecten in het kader van de productie, de verspreiding en de kwaliteit van de informatie, met het oog op de vastlegging ervan door haar, rekening houdend met de algemene prioriteiten bedoeld in punt a), alsook de nadere regels voor de indiening en de selectie van de projecten, voorleggen;

c) elk jaar de te subsidiëren projecten, zoals bedoeld in artikel 44 § 1, 3°, selecteren en aan de Regering voorleggen.

§ 3. Het Comité is samengesteld uit vijftien stemgerechtigde leden die door de Regering voor een vernieuwbare periode van vier jaar worden benoemd, verdeeld als volgt :

a) vijf deskundigen inzake jeugd en informatie, aangesteld op de voordracht van de Adviescommissie voor de jeugdhuizen en de jeugdcentra. Die deskundigen kunnen niet afkomstig zijn uit een informatiecentrum voor jongeren, noch uit een federatie van informatiecentra, maar zullen deskundig moeten zijn inzake informatie en beheer van de procedures;

b) vijf afgevaardigden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

c) vijf deskundigen inzake jeugd en informatie, afkomstig uit de erkende informatiecentra voor jongeren en/of hun federaties en voorgedragen door de Adviescommissie voor de jeugdhuizen en de jeugdcentra, op advies van de Overlegsubcommissie voor de jongereninformatie.

§ 4. Het Comité richt elk jaar een activiteitenverslag aan de Regering, aan de Adviescommissie voor de jeugdhuizen en de jeugdcentra en aan de Overlegsubcommissie voor de jongereninformatie.

De leiding van de werkzaamheden van het Comité en het secretariaat worden waargenomen door de afgevaardigden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Onverminderd de bepalingen van dit artikel, zijn de artikelen 24, 25, 26, 31, 33 en 35 van overeenkomstige toepassing op het Comité.

Art. 37. In artikel 44 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In § 1 :

1° In het eerste lid worden de woorden « De vereniging waarvan het actieplan erkend is » vervangen door de woorden « De erkende vereniging »;

2° In het eerste lid, 1°, a), worden de woorden « ongeacht het niveau waarin het vierjarenactieplan is erkend » vervangen door de woorden « ongeacht haar niveau in een hoofdstelsel »;

3° In het eerste lid, 1, c), wordt « § 2, 3° » vervangen door « § 1, 8° »;

4° In het eerste lid, 1°, d), streepjes 1 tot 3, worden de woorden « indien het algemeen actieplan is erkend » vervangen door de woorden « indien de vereniging gerangschikt is »;

5° In het eerste lid, 1°, e), worden de woorden « tegemoetkoming voor de retributie die de vereniging ten laste neemt voor bijkomend technisch, administratief en cultureel personeel » vervangen door de woorden « bijkomende werkingstegemoetkoming, die evenredig is aan het volume bijkomend (technisch, administratief en cultureel) personeel dat ze bezoldigt, met uitsluiting van het personeel dat reeds mee wordt gerekend voor de subsidiëring van de vereniging in het kader van het decreet van 20 juni 1980 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdorganisaties »;

6° In het eerste lid, 1°, wordt het punt f) vervangen door de volgende bepaling : « f) in voorkomend geval, een tegemoetkoming die gelijk is aan minimaal tien punten voor de bezoldiging van een bijkomende animator. Deze tegemoetkoming heeft slechts betrekking op de bezoldiging van één enkele bijkomende animator en uitsluitend op de verenigingen die slechts beschikken over een bezoldigde of ter beschikking gestelde voltijds equivalent die een animatiefunctie uitoefent, behalve het bijzonder stelsel »;

7° In het eerste lid, wordt nummer 2° vervangen door de volgende bepaling :

« 2° een tweede deel, indien het wordt toegelaten tot één van de bijzondere stelsels, dat bestaat uit :

a) een tegemoetkoming in de personeelskosten die gelijk is aan minimaal 5 punten, indien de vereniging een halftijds werknemer tewerkstelt, speciaal belast met de toepassing van het bijzonder stelsel;

b) een vast werkingsbedrag, door de Regering te bepalen; »;

8° In het eerste lid wordt nummer 3° vervangen door de volgende bepaling :

« 3° In voorkomend geval, een derde deel dat bestaat uit vaste subsidies voor projecten die overeenkomstig artikel 43bis, § 2, c, worden geselecteerd.

Elk productieproject kan worden vernieuwd en gefinancierd door één of meer vaste subsidies.

De Regering bepaalt de bedragen en de nadere regels voor die subsidies, na voorstel van de adviescommissie voor de jongerencentra, geformuleerd op advies van de subcommissie voor jongereninformatie.

b) In § 2, worden de woorden en cijfers « van artikel 44, 1° » vervangen door de woorden en cijfers « van § 1, 1° van dit artikel ».

c) Er wordt een § 3 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De betrekkingen bedoeld in het eerste lid, § 1, eerste lid, 1°, a) en b) kunnen tijdelijk onderverdeeld worden in twee halftijdse betrekkingen, als de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 van 14 februari 2001, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77ter van 10 juli 2002, in acht moet worden genomen.

De vaste kwalificatiebezoldiging blijft volledig verworven, indien de animator-coördinator halftijds presteert. In dit geval is artikel 38 niet van toepassing op de persoon die de coördinator halftijds tijdelijk vervangt. ».

Art. 38. Artikel 45 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 45. § 1. De bij artikel 44, § 1, 1°, b), c), d), e) vastgestelde bedragen, in voorkomend geval volgens artikel 66bis aangepast, worden jaarlijks geïndexeerd door de waarde van de vaste tegemoetkoming te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de cijfers van de index van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maand januari van het lopende jaar, gedeeld door het gemiddelde van de cijfers van de index van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maand januari van het voorafgaande jaar.

Die indexering kan echter niet hoger zijn dan de indexering van de algemene begroting van de oorspronkelijke uitgaven, die betrekking heeft op de uitgaven buiten de last van de schuld.

§ 2. De waarde van het punt « betrekking » wordt geïndexeerd overeenkomstig artikel 9, § 1, van het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sectoren en houdende diverse bepalingen. »

Art. 39. In artikel 46 van hetzelfde decreet, eerste lid, eerste zin, worden de woorden « De pas erkende vereniging waarvan het actieplan erkend is », vervangen door de woorden « De erkende vereniging ».

In hetzelfde artikel, vierde lid, worden de woorden « beschikbare kredieten » vervangen door de woorden « beschikbare begrotingskredieten ».

Art. 40. In artikel 47 van hetzelfde decreet, eerste zin, in de Franse tekst, wordt het woord « reconnue » vervangen door het woord « agréée ».

In hetzelfde artikel, tweede zin, in de Franse tekst, worden de woorden « de reconnaissance » vervangen door de woorden « d'agrément ».

Art. 41. Artikel 48 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 48. Vanaf 1 januari van elk jaar en voor zover de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap vooraf werd aangenomen, betaalt de Regering in één enkele schijf, voor uiterlijk 31 maart, de gewone subsidies bedoeld in de artikelen 44, § 1, 1^o, b), c), d) en e), 2^o, b) en 47.

Voor de gewone subsidies bedoeld in artikel 44, § 1, eerste lid, 1^o, a), f), g), en 2^o, a), betaalt de Regering de subsidie in twee schijven. Een eerste schijf die gelijk is aan 85 % van de gewone subsidie wordt voor uiterlijk 31 maart uitbetaald. De tweede schijf, dit is 15 % van de gewone subsidie, wordt ten vroegste op 1 april uitbetaald en uiterlijk binnen de drie maanden na de voorlegging door de vereniging van de opgave van haar loonlasten van het voorafgaande jaar waarvoor een gewone subsidie werd toegekend. ».

Art. 42. In artikel 49 van hetzelfde decreet, in het derde lid, worden de vermeldingen « de artikelen 44, 1^o, b), c) en d), 2^o, b), en 47 » vervangen door de vermeldingen « de artikelen 44, § 1, 1^o, b), c), d), en e), 2^o, b), en 47 ».

In hetzelfde artikel, in het vierde lid, worden de woorden « artikel 44, 1^o, a), e) en f), en 2^o, a) » vervangen door de woorden « artikel 44, § 1, 1^o, a), f), g) en 2^o, a) ».

Art. 43. Artikel 51 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 51. De Regering trekt de erkenning in, als ze vaststelt dat één of meer erkenningsvoorwaarden niet vervuld zijn.

Alvorens de procedure voor de intrekking toe te passen en volgens de door haar nader te bepalen regels na advies van de Adviescommissie voor de jeugdhuizen en de jeugdcentra, kan de Regering het recht op de vaste werkingssubsidie bedoeld in artikel 44, § 1, eerste lid, 1^o, d) schorsen voor een niet-vernieuwbare maximumperiode van één jaar. Op het einde van die periode, wordt de procedure voor de intrekking van de erkenning ingezet als de erkenningsvoorwaarden nog altijd niet vervuld zijn. »

Art. 44. Artikel 52 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 52. § 1. De vereniging waarvan de erkenning ingetrokken wordt of waarvan de toelating tot een bijzonder stelsel eindigt, geniet de gewone subsidies bedoeld in artikel 44 *pro rata temporis* voor de periode die loopt van 1 januari van dat jaar tot de datum met ingang waarvan de intrekking van de erkenning uitwerking heeft ».

De Regering kent eveneens, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, een buitengewone subsidie toe, berekend op grond van artikel 44, die een periode van zes maanden dekt, met ingang van de datum waarop de erkenning wordt ingetrokken of waarop de toelating tot een bijzonder stelsel eindigt. Die buitengewone subsidie dekt de werkings- en personeelslasten. Die buitengewone subsidie wordt verantwoord overeenkomstig de artikelen 49 en 50.

§ 2. Als een erkende vereniging in vereffening wordt gesteld, komen de subsidies overeenkomstig § 1 die vereniging toe, voor zover de vereniging een vereffenaar heeft aangesteld die zich ertoe verbindt dat de gestorte subsidies uitsluitend worden aangewend voor het dekken van lasten die in aanmerking komen krachtens dit decreet. »

Art. 45. In artikel 53 van hetzelfde decreet, worden de woorden « de erkende verenigingen en de verenigingen die een aanvraag hebben ingediend die nog niet is behandeld » vervangen door de woorden « de erkende verenigingen ».

Art. 46. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van Afdeling 1 van Hoofdstuk II van Titel VI vervangen door het volgende opschrift : « Erkenningen en wijziging van rangschikking in de hoofdstelsels. ».

Art. 47. In artikel 55 van hetzelfde decreet,

§ 2, eerste lid, 1^o, a), worden de woorden « wat het niveau ook zij waarin het vierjarenactieplan erkend werd, vervangen door de woorden « ongeacht haar niveau in een hoofdstelsel ».

Art. 48. § 1. In artikel 66*bis*, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o De eerste zin wordt door de volgende zin vervangen : « Naast de indexering bedoeld in artikel 45, worden de jaarlijkse subsidies, binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, ten minste bepaald op : »;

2^o In 4^o, 8e streepje, worden de woorden en cijfers « gelijk aan 113 punten minimum bestemd voor de cofinanciering van de bijkomende betrekkingen van de centra » vervangen door « gelijk aan minimale vaste bedragen. De waarde van het vaste bedrag wordt op 2.541 euro vastgesteld. De tegemoetkomingen kunnen leiden tot de toekenning van delen van vaste bedragen »;

3^o Het 4^o, 9e streepje, wordt vervangen door : « voor de toepassing van artikel 44, 1^o, f) en g), een tegemoetkoming die gelijk is aan minstens 100 punten, bestemd voor het dekken van de tegemoetkoming in de lasten van 10 bijkomende voltijdse werknemers, gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1^o, a), bedoelde animator-coördinator;

4^o Het 4^o, 10e streepje, wordt vervangen door : « voor de toepassing van artikel 44, 2^o, a), een tegemoetkoming die gelijk is aan minstens 170 punten, bestemd voor het dekken van de tegemoetkoming in de lasten van 34 bijkomende voltijdse werknemers, gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1^o, a), bedoelde animator-coördinator, waarvan minstens 145 punten voor 29 halftijdse werknemers belast met de uitvoering van de programmatie bedoeld in de artikelen 16, 18 en 18*bis* en 25 punten voor 5 halftijdse werknemers belast met de uitvoering van de programmatie bedoeld in artikel 17. »;

5^o In 4^o, 11e streepje, wordt het aantal « 30 » vervangen door het cijfer « 6 », en worden de woorden « waarbij hoogstens 30 experimenten aangemoedigd worden » vervangen door de woorden « voor hoogstens zes productieprojecten »;

6° In 4°, tussen de 10e en 11e streepjes, wordt een nieuw streepje toegevoegd, luidend als volgt : « - voor de toepassing van artikel 44, § 1, eerste lid, 2°, b), een vaste werkingssubsidie van ten minste 905 euro voor 33 stelsels voor de centra die worden toegelaten tot één van de bijzondere stelsels bedoeld in de artikelen 16, 18 en 18bis en een werkingssubsidie van ten minste 5.000 euro voor 6 stelsels voor de informatiecentra die worden toegelaten tot het bijzonder stelsel bedoeld in artikel 17. »

7° In 5°, 8e streepje, worden de woorden en cijfers « 155 punten minimum bestemd voor de cofinanciering van de bijkomende betrekkingen van de centra; » vervangen door de woorden « minimale vaste bedragen. De waarde van het vaste bedrag wordt op 2.541 euro vastgesteld. De tegemoetkomingen kunnen leiden tot de toekenning van delen van vaste bedragen »;

8° Het 5°, 9e streepje, wordt vervangen door : « voor de toepassing van artikel 44, 1°, f), een tegemoetkoming die gelijk is aan minstens 130 punten, bestemd voor het dekken van de tegemoetkoming in de lasten van 13 bijkomende voltijdse werknemers, gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a), bedoelde animator-coördinator;

9° Het 5°, 10e streepje, wordt vervangen door : « voor de toepassing van artikel 44, 2°, a), een tegemoetkoming die gelijk is aan minstens 235 punten, bestemd voor het dekken van de tegemoetkoming in de lasten van 47 bijkomende voltijdse werknemers, gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a), bedoelde animator-coördinator, waarvan ten minste 190 punten voor 38 halftijdse werknemers belast met de uitvoering van de programmatie bedoeld in de artikelen 16, 18 en 18bis, en 45 punten voor 9 halftijdse werknemers belast met de uitvoering van de programmatie bedoeld in artikel 17. »;

10° In 5°, 11e streepje, wordt het aantal « 80 » vervangen door het aantal « 19 », en worden de woorden « waarbij hoogstens 80 experimenten aangemoedigd worden; » vervangen door de woorden « voor hoogstens 19 productieprojecten »;

11° In 5°, tussen de 10e en 11e streepjes, wordt een nieuw streepje toegevoegd, luidend als volgt :

« - voor de toepassing van artikel 44, § 1, eerste lid, 2°, b), een vaste werkingssubsidie van ten minste 2.200 euro voor 42 stelsels voor de centra die toegelaten worden tot één van de bijzondere stelsels bedoeld in de artikelen 16, 18 en 18bis en een vaste subsidie van ten minste 6.000 euro voor 10 stelsels voor de informatiecentra die tot het bijzonder stelsel worden toegelaten bedoeld in artikel 17. »;

12° In 6°, 8e streepje, worden de woorden en cijfers « 165 punten minimum bestemd voor de cofinanciering van de bijkomende betrekkingen van de centra » vervangen door de woorden « minimale vaste bedragen. De waarde van het vaste bedrag wordt op 2.541 euro vastgesteld. De tegemoetkomingen kunnen leiden tot de toekenning van delen van vaste bedragen »;

13° In 6°, wordt het 9e streepje vervangen door : « voor de toepassing van artikel 44, 1°, f) en g), een tegemoetkoming die gelijk is aan minstens 160 punten, bestemd voor het dekken van de tegemoetkoming in de lasten van 16 bijkomende voltijdse werknemers, gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a), bedoelde animator-coördinator;

14° Het 6°, 10e streepje, wordt vervangen door : « voor de toepassing van artikel 44, 2°, a), een tegemoetkoming die gelijk is aan minstens 290 punten, bestemd voor het dekken van de tegemoetkoming in de lasten van 58 bijkomende halftijdse werknemers, gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a), bedoelde animator-coördinator, waarvan ten minste 245 punten voor 49 halftijdse werknemers belast met de uitvoering van de programmatie bedoeld in de artikelen 16, 18 en 18bis, en 45 punten voor 9 halftijdse werknemers belast met de uitvoering van de programmatie bedoeld in artikel 17. »;

15° In 6°, 11e streepje, wordt het aantal « 88 » vervangen door het aantal « 23 », en worden de woorden « waarbij hoogstens 88 experimenten aangemoedigd worden » vervangen door de woorden « voor hoogstens 23 productieprojecten »;

16° In 6°, tussen de 10e en 11e streepjes, wordt een nieuw streepje toegevoegd, luidend als volgt : « - voor de toepassing van artikel 44, § 1, eerste lid, 2°, b), een vaste werkingssubsidie van ten minste 1.930 euro voor 53 stelsels voor de centra die toegelaten worden tot één van de bijzondere stelsels bedoeld in de artikelen 16, 18 en 18bis en een vaste subsidie van ten minste 6.000 euro voor 10 stelsels voor de informatiecentra die tot het bijzonder stelsel worden toegelaten bedoeld in artikel 17. »;

17° In 7°, 8e streepje, worden de woorden en cijfers « 216 punten minimum bestemd voor de cofinanciering van de bijkomende betrekkingen van de centra » vervangen door de woorden « minimale vaste bedragen. De waarde van het vaste bedrag wordt op 2.541 euro vastgesteld. De tegemoetkomingen kunnen leiden tot de toekenning van delen van vaste bedragen »;

18° Het 7°, 9e streepje, wordt vervangen door : « voor de toepassing van artikel 44, 1°, f) en g), een tegemoetkoming die gelijk is aan minstens 210 punten, bestemd voor het dekken van de tegemoetkoming in de lasten van 21 bijkomende voltijdse werknemers, gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a), bedoelde animator-coördinator »;

19° Het 7°, 10e streepje, wordt vervangen door : « voor de toepassing van artikel 44, 2°, a), een tegemoetkoming die gelijk is aan minstens 350 punten, bestemd voor het dekken van de tegemoetkoming in de lasten van 70 bijkomende halftijdse werknemers, gesubsidieerd op hetzelfde niveau als de bij artikel 44, 1°, a), bedoelde animator-coördinator, waarvan ten minste 280 punten voor 56 halftijdse werknemers belast met de uitvoering van de programmatie bedoeld in de artikelen 16, 18 en 18bis, en 70 punten voor 14 halftijdse werknemers belast met de uitvoering van de programmatie bedoeld in artikel 17. »;

20° In 7°, 11e streepje, wordt het aantal « 160 » vervangen door het aantal « 47 » en worden de woorden « waarbij hoogstens 160 experimenten aangemoedigd worden » vervangen door de woorden « voor hoogstens 47 productieprojecten »;

21° In 7°, tussen de 10e en 11e streepjes, wordt een nieuw streepje toegevoegd, luidend als volgt : « - voor de toepassing van artikel 44, § 1, eerste lid, 2°, b), een vaste werkingssubsidie van ten minste 3.205 euro voor 60 stelsels voor de centra die toegelaten worden tot één van de bijzondere stelsels bedoeld in de artikelen 16, 18 en 18bis en een vaste werkingssubsidie van ten minste 6.000 euro voor 15 stelsels voor de informatiecentra die tot het bijzonder stelsel worden toegelaten bedoeld in artikel 17. ».

Art. 49. In hetzelfde decreet wordt een artikel 66ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 66ter. Tot 31 december 2009, wanneer de beschikbare begrotingskredieten het niet mogelijk maken dat alle erkende verenigingen worden betaald, worden de kredieten verdeeld volgens de datum van indiening van de aanvraag die tot de erkenning heeft geleid. ».

Art. 50. In hetzelfde decreet wordt een artikel 66quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 66quater. § 1. De jeugdhuisen, de ontmoetings- en huisvestingscentra en de informatiecentra voor jongeren alsook de erkende federaties waarvan het actieplan erkend werd in het kader van het decreet van 20 juli 2000, zijn van rechtswege erkend op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Die erkenning is van rechtswege verworven onder voorbehoud van de naleving van de algemene en bijzondere voorwaarden bedoeld in de artikelen 1 tot 8 van het decreet van 20 juli 2000, zoals het door dit decreet wordt gewijzigd.

De jeugdhuisen, de ontmoetings- en huisvestingscentra en informatiecentra voor jongeren bedoeld in het eerste lid worden uitsluitend gerangschikt in het niveau waarin hun actieplan erkend is op de dag van de inwerkingtreding van dit decreet.

§ 2. De jeugdhuisen, de ontmoetings- en huisvestingscentra en informatiecentra voor jongeren waarvan het actieplan erkend werd in één van de bijzondere stelsels van het decreet van 20 juli 2000, worden van rechtswege toegelaten tot één van die stelsels vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Die toelating wordt van rechtswege verworven onder voorbehoud van de naleving van de voorwaarden bedoeld in de artikelen 16 tot 19 van het decreet van 20 juli 2000, zoals gewijzigd bij dit decreet, onverminderd de hierna vermelde paragraaf 3.

§ 3. De informatiecentra waarvan het actieplan erkend werd in de bijzondere stelsels « partnerschap » en « decentralisatie », respectievelijk bedoeld in de artikelen 17 en 18 van het decreet van 20 juli 2000, behouden, met inachtneming van die bepalingen, het genot van die erkenningen tot hun vervaldatum.

§ 4. De aanvragen om vernieuwing van de erkenning van het actieplan, ingediend door de verenigingen tussen 1 april 2008 en 15 april 2008, worden van rechtswege omgezet tot aanvragen om rangschikking in één van de hoofdstelsels in de zin van de artikelen 1 tot 8 en 10 tot 15 van het decreet van 20 juli 2000, zoals gewijzigd bij dit decreet. Als de actieplannen minimaal voldoen aan de voorwaarden bedoeld in het decreet van 20 juli 2000, niet gewijzigd bij dit decreet, worden ze geacht in overeenstemming te zijn met de voorwaarden van het decreet zoals gewijzigd bij dit decreet, mits ze geleidelijk in overeenstemming worden gebracht om te leiden tot de vervulling van alle voorwaarden uiterlijk één jaar vóór het verstrijken van het actieplan.

De aanvragen om vernieuwing van de erkenning van het actieplan in een bijzonder stelsel, ingediend door de verenigingen tussen 1 en 15 april 2008, worden van rechtswege omgezet tot aanvragen om toelating tot een bijzonder stelsel in de zin van de artikelen 16 tot 18bis en 20 van het decreet van 20 juli 2000, zoals gewijzigd bij dit decreet. Als de actieplannen minstens voldoen aan de voorwaarden bedoeld in het decreet van 20 juli 2000, niet gewijzigd krachtens dit decreet, worden ze geacht in overeenstemming te zijn met de voorwaarden van het decreet, zoals gewijzigd bij dit decreet, mits ze geleidelijk in overeenstemming worden gebracht om te leiden tot de vervulling van alle voorwaarden uiterlijk één jaar vóór het verstrijken van het actieplan.

De aanvragen om erkenning van het actieplan die sedert 1 januari 2008 ingediend zijn, worden van rechtswege geacht aanvragen te zijn om erkenning en rangschikking in een hoofdstelsel in de zin van de artikelen 1 tot 8 en 10 tot 15 van het decreet van 20 juli 2000, zoals gewijzigd bij dit decreet.

De Regering stelt, na Advies van de adviescommissie voor de jeugdhuisen en de jeugdcentra, de nadere regels vast betreffende de procedure voor de erkenning en de rangschikking in een hoofdstelsel of toelating tot een bijzonder stelsel die van toepassing zijn in de gevallen bedoeld in de eerste tot derde leden van deze § 4, waarmee de verenigingen hun aanvraag kunnen wijzigen overeenkomstig de bepalingen van dit decreet. »

Art. 51. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 mei 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

M. TARABELLA

—
Nota's

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 533-1. — Commissieamendementen, nr. 533-2. — Verslag, nr. 533-3. — Vergaderingsamendement, nr. 533-4.

Integrale verslagen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 6 mei 2008.